

Les cahiers de doléances

du « Grand débat » après le mouvement des « Gilets jaunes »

CORBIERES

**Le présent document est publié sous licence
Creative Commons CC-BY-NC-SA**

Il peut être librement utilisé, à la condition de l'attribuer au Comité Economique, Social et Environnemental (CESE) de l'Aude en citant son nom. Cela ne signifie pas que le CESE est en accord avec l'utilisation qui en est faite.

La reproduction, la diffusion, la modification sont autorisées, tant que l'utilisation n'est pas commerciale.

Les modifications éventuelles sont soumises à l'obligation d'être proposées au public avec les mêmes libertés que l'original, c'est-à-dire sous les mêmes options Creative Commons.

*Le Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude
adresse ses plus vifs remerciements à la Directrice et au
personnel des Archives Départementales de l'Aude,
qui ont rendu ces travaux possibles.*

Une démarche volontariste et démocratique du CESE

Le conseil économique, social et environnemental (CESE) est une instance consultative représentative des corps intermédiaires qui existe au niveau national et obligatoirement dans toutes les régions.

L'Aude est un des rares départements à avoir mis en place une telle structure. Notre CESE départemental est amené à donner son avis sur les politiques et les schémas départementaux, ou sur les grandes orientations budgétaires. Il peut aussi s'autosaisir de toute question qui lui semble pertinente pour y réfléchir. Et, en mobilisant l'expertise des citoyens qui le composent par l'intelligence collective et non partisane, il peut éclairer le Conseil départemental.

C'est dans ce cadre que le CESE de l'Aude s'est intéressé aux cahiers de doléances. Nulle part ailleurs en France une démarche d'une telle ampleur n'a été entreprise. Tout au plus quelques chercheurs ont-ils tenté une approche partielle, réservant les résultats de leurs recherches scientifiques au milieu universitaire. L'originalité de notre démarche est qu'elle est profondément démocratique et citoyenne, qu'elle s'inscrit dans le cadre d'un département tout entier et qu'elle pourrait permettre de faire entendre les citoyens, y compris en leur redonnant la parole sur des questions qui restent largement d'actualité.

Il nous a fallu patienter des mois pour obtenir l'autorisation d'accéder aux archives, avec l'engagement d'anonymiser les documents. Cela nous permet aujourd'hui de publier ces cahiers de doléances pour les rendre accessibles à tous.

Après plusieurs semaines de lectures et de travail d'analyse, le CESE a produit la courte synthèse ci-dessous. Elle ne constitue en aucun cas un résumé qui dispenserait de lire les cahiers. Un tel résumé aurait été partiel et de parti pris. Notre synthèse vise à éclairer le contenu des cahiers pour donner envie d'aller plus loin par la lecture directe.

Car seule cette confrontation avec le document brut permet de saisir les souffrances, les colères mais aussi les espérances, permet d'entendre comment des citoyens ordinaires s'adressent non seulement aux autorités de ce pays, mais encore à nous tous et permet de comprendre que ces mots écrits appellent des réponses.

Des cahiers de doléances, et après ? Le propos du CESE

A la fin de l'année 2018 et au début de 2019, pendant la période très tendue du mouvement des « Gilets Jaunes », le Président de la République a évoqué un « Grand Débat » national. Il s'est engagé personnellement dans de longues réunions semi-publiques très médiatisées ; une consultation par voie numérique a été organisée, conclue par une analyse statistique, sans suite connue.

En même temps, dans de très nombreuses communes, à l'initiative des Maires, des cahiers ont été mis à la disposition des citoyens pour recueillir leurs contributions. Ils sont aussitôt devenus, référence à 1789, des « Cahiers de Doléances ». Ils ont été remis en Préfecture, transmis à la Grande Bibliothèque de France, numérisés puis, sans débat, sans considération pour leurs rédactrices et rédacteurs, versés aux Archives Départementales. Ils ont ainsi été soumis à la réglementation ordinaire des Archives en France, qui, lorsqu'elles contiennent des noms ou des éléments d'identification personnelle, ne sont accessibles qu'au bout de cinquante ans.

Au Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude, nous avons voulu sortir les Cahiers audois, remplis par plus de deux mille personnes dans quatre-vingt-quinze communes, de l'oubli dans lequel ils avaient été relégués. Nous les avons donc, par dérogation obtenue, « anonymisés » pour respecter la réglementation, en coupant ou masquant les données personnelles, et regroupés par cantons.

Pour, en premier lieu, donner la possibilité à tous d'en prendre connaissance.

Cette publication nous permet à toutes et à tous par, pourrait-on dire, politesse démocratique, de savoir ce qui a été évoqué dans notre commune, dans celle du canton et, pourquoi pas, ailleurs dans l'Aude. De notre environnement ou de nos mobilités à notre pouvoir d'achat ou à la réforme de la Constitution, la matière est fournie. Leur lecture a de quoi éveiller la curiosité de tous.

En second lieu, continuer le travail.

La nature d'un débat, c'est l'échange. Certes, ce « Grand débat » a pour le moins tourné court à l'échelle nationale, mais, comme il est dit dans ces Cahiers, Paris n'est pas la France !

L'échange est dès maintenant possible avec les élues et les élus du Conseil Départemental, pour ce qui relève de leurs missions. Et pour le reste, pourquoi ne pas reprendre le débat pour construire des projets communs ? Pour notre vie ici, dans nos communes, notre département. Voire pourquoi pas dans un cadre plus large !

Les cahiers de doléances : porteurs de riches propositions

Les cahiers de doléances rédigés dans l'Aude (à l'image de ceux des autres départements) ont un contenu très diversifié. Les préoccupations sont pour certaines à court terme. Alors que d'autres inventent « le monde d'après ». Certains souhaits concernent le terrain local, les politiques publiques à mettre en œuvre dans la commune ou le département. Beaucoup d'autres (la majorité) s'inscrivent dans le contexte de la politique nationale, voire européenne. On peut néanmoins les regrouper en quatre thématiques majeures.

Les principes fondamentaux de la République sont au cœur de ces doléances

L'attachement à la Liberté s'exprime de multiples manières. On s'interroge souvent sur l'efficacité de nos institutions, le coût de la démocratie, sur la représentativité et l'exemplarité de nos élus. Certains réfléchissent aussi à la nécessité de repenser nos institutions pour mettre fin à une forme de monarchie républicaine ou de tyrannie (mot plusieurs fois employé). Quelques-uns réfléchissent aussi au rôle et à l'utilité des corps intermédiaires. Beaucoup souhaitent une démocratie plus directe ou plus participative.

Beaucoup de contributeurs aux cahiers de doléances déplorent le « tout numérique » et la financiarisation excessive de la société.

Ils souhaitent une société plus fraternelle et plus humaine

Dans les souhaits concrets pour améliorer la vie quotidienne on sent souvent la détresse ou la solitude de ceux qui s'expriment. Il est dit qu'il ne peut y avoir de paix sociale sans justice sociale. Il est écrit aussi que le respect des valeurs républicaines et de ceux qui les représentent (les agents publics) est essentiel. Parmi ces valeurs sont mentionnées notamment la solidarité, la laïcité, l'égalité. Certains ont voulu caricaturer le mouvement des Gilets jaunes en le réduisant parfois à un mouvement anti-immigrés. Certes, quelques cahiers expriment des préoccupations relatives au contrôle de l'immigration. Mais là n'est pas l'essentiel.

L'économie est au cœur des cahiers de doléances

D'innombrables propositions sont faites pour améliorer le pouvoir d'achat des plus modestes (agriculteurs, retraités...). D'autres propositions, tout aussi nombreuses (et quelquefois contradictoires) touchent à la justice fiscale. Ces deux axes ont fondé le mouvement des Gilets jaunes. Cela reste aujourd'hui un sujet majeur de l'actualité, aucun des problèmes soulevés n'ayant été résolu.

La sensibilité aux questions environnementales est prégnante

On ne peut donc pas réduire le mouvement des Gilets jaunes à une critique de la lourdeur des taxes sur l'essence ; même si certains craignent le côté « punitif » de la transition écologique. Les changements souhaités reposeraient sur un partage équitable des efforts entre « riches » et « pauvres », sur des incitations d'Etat au développement des énergies renouvelables, une meilleure gestion collective et solidaire de l'eau, voire sur une planification locale.

Et maintenant ?

Le mouvement social de 2018-2019 a eu un écho considérable, car il était porteur de revendications au cœur des préoccupations de très nombreux citoyens. Il n'a pour l'instant pas reçu de réponse politique, puisqu'à la suite du grand débat et de la rédaction des cahiers de doléances dans de très nombreuses communes quasiment rien de concret n'a été entrepris.

Le stockage des cahiers de doléances dans les archives départementales ou nationales n'est ni satisfaisant, ni acceptable. Car les questions soulevées voici 5 ans restent d'une actualité brûlante.

C'est pourquoi le CESE de l'Aude a souhaité, par la publication de tous les cahiers de notre département, contribuer à faire entendre ces voix citoyennes pour nourrir le débat et les politiques publiques qui pourront en découler, aujourd'hui et demain.

CAHIERS DE DOLÉANCES

CANTON DES CORBIÈRES

Ces documents ont été immédiatement versés aux Archives Nationales, et sont donc soumis aux règles de confidentialité propres aux archives de moins de cinquante ans : pour être publiés, ils ont été « anonymisés » par découpe quand c'était possible sans affecter le texte, ou par masquage. Pour compenser les pertes de lisibilité dues à la numérisation, ils ont pu être contrastés et agrandis. Ils n'ont pas subi d'autre modification et sont intégralement publiés ici.

Cahier citoyen

« ALBAS » - « 11006 »

« 11360 »

Albas, Saint Valentin jeudi 14 février 2019

Déclaration d'amour :

République, je t'aime.

Quand on me promet ~~et~~ des subventions,
ou le paiement de marchés publics,
et qu'on me paie des années après,
je me sens négligé.

Quand je ne peux pas me connecter
sur le site des finances, et que je
paie la TVA en retard, j'ai aussitôt
une pénalité de retard qui s'ajoute à
mon dette!

République, es-tu sûre de m'aimer ?

Ton URSSAF m'aime-t-elle ?

Elle réclame à l'association qui m'emploie
le versement de ^{cotisations} ~~charges~~ qui n'existent
pas, avec des pénalités pour non déclaration,
le délai d'appel de l'usager est de 15 jours,
alors que le délai de poursuite de l'Etat
est d'un an, la prescription de 3 ans ?

Pas sérieux !

Comment te respecter ?

BOUTENAC

Boutenac, le 21 janvier 2019

A l'attention de Monsieur le Maire de Boutenac

Objet : Contribution au grand débat national

Monsieur le Maire,

Nous vous envoyons ci-joint notre contribution au grand débat national voulu par le Président Emmanuel Macron et en référence à la Lettre introductive transmise aux françaises et aux français par voie médiatique et Internet.

Au travers de cette contribution, nous sommes sans prétention et conscients qu'il ne s'agit que d'une « bouteille à la mer » sans espoir de réponse ni même que celle-ci soit lue ou même prise en considération.

Cependant, nous tenons absolument à souligner qu'il serait à nos yeux scandaleux que le Président et son Gouvernement prennent cette participation au Grand Débat pour accord et satisfecit de sa politique ou qu'ils l'utilisent médiatiquement comme tels.

Nous vous demandons seulement, Monsieur le Maire, de la transmettre aux organisateurs de ce débat.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Maire, en notre considération très distinguée.

Contribution au grand débat national

En préambule, il convient de nous présenter. Agés respectivement de 66 et 67 ans, nous sommes retraités. Propriétaires de notre maison, nous appartenons à la « classe moyenne » vivant en milieu rural. Pour autant, nous sommes activement solidaires des femmes et des hommes dans la misère et dans la précarité qui s'expriment dans les manifestations des « gilets jaunes ».

« La Lettre du Président » qui est adressée aux français¹ a pour objectif d'ouvrir le « grand débat national » proposé par le Président Macron. Le contenu et la forme de ce document sont importants, ils sont censés, a priori, justifier le débat et en établir les modalités d'organisation. Ce document introductif au débat national est très simpliste ; il n'y a pas de diagnostic préalable, de cadrage (autre que le rappel des engagements du Président élu) et surtout il n'y a pas de méthodologie claire et précise.

« La Lettre du Président »² se présente sous forme de quatre sujets déclinés en nombreuses questions³, plus d'une trentaine au total. Ce multiple questionnement n'est absolument pas anodin ; il expose, en fait, le cadre conceptuel du Président Macron sur le plan économique et en matière de réforme de l'Etat. Le questionnement proposé n'est pas neutre, les questions ne sont pas choisies au hasard et les réponses y sont souvent « suggérées »⁴.

¹ Le recours à cette forme de transmission ne favorise pas l'accès à la Lettre et donc sa diffusion au sein de la population. Par ailleurs, un texte de plusieurs pages peut rebuter de nombreuses personnes peu habituées à la lecture. Sur ce point, on notera que tant au niveau du secteur privé que même de l'Administration un document trop lourd de plusieurs pages est souvent ignoré. Dans le cas présent, il est à craindre qu'un grand nombre de citoyens en prennent connaissance par commentaires interposés. Pourquoi ne pas avoir eu recours à une transmission par voie postale ?

² « La Lettre » ne porte aucune entête ni aucune référence introductive, elle est signée « Emmanuel Macron » sans autre précision.

³ Les questions qui sont posées dans la « Lettre » ne recoupent que très partiellement les revendications émises au cours des semaines passées par les manifestants. En d'autres termes, le Président pose ses propres questions - les questions qui l'intéressent - mais il ne veut pas répondre à celles qui lui sont posées.

⁴ Un exemple de question posée dans le sujet « impôts, dépenses et action publique » avec une réponse implicite : il est écrit « Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ? Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ? Nous ne pouvons, quoi qu'il en soit, poursuivre les baisses d'impôt sans baisser le niveau global de notre dépense publique ». Cette contrainte présentée comme « implicite » est en fait réductrice, on additionne, par exemple, la dépense de fonctionnement et celle d'investissement et on oublie le rôle de la monnaie et l'impact de la croissance. Le simplisme de la formule du Président

De plus, le débat national se déroule sur un peu plus de deux mois et il serait censé répondre à une trentaine de questions sur quatre sujets distincts. Peut-on raisonnablement espérer obtenir un résultat cohérent et exploitable dans ce délai et dans les conditions d'organisation actuelle... ? Cela n'est pas sérieux !

Par ailleurs, l'absence de méthodologie et surtout l'absence de finalité en termes de synthèse et d'exploitation des contributions des citoyens posent un sérieux problème ; rien n'est dit sur l'éventuelle prise en considération par le Président et son Gouvernement des « doléances » des françaises et des français à l'issue du débat. Plus inquiétant pour la suite est l'engagement du Président « à rester fidèle aux grandes orientations pour lesquelles il a été élu » ; le Président entend « garder le cap ».

En conclusion, pour les raisons que nous venons d'évoquer, nous ne souhaitons pas répondre aux questions posées dans « la Lettre », toutefois dans un souci de participation à un processus de démocratie directe, somme toute assez rare dans notre pays, nous soumettons (sans grande illusion) trois grandes propositions complémentaires détaillées en actions prioritaires.

Proposition numéro 1 : Le Chef de l'Etat et son Gouvernement doivent porter un véritable **projet global de transition écologique** visant à réduire l'impact climatique et à sauvegarder la diversité écologique.

L'urgence climatique est une question vitale pour la planète. En ce domaine, il faut être volontairement ambitieux - et peut-être un peu utopique - et être porteur d'un projet original fondé sur un nouveau paradigme de développement économique et social (Cf. Déclaration de démission de M. Hulot).

A l'avenir, toute politique économique et sociale ainsi que toutes les mesures notamment fiscales, réglementaires, d'organisation de l'Etat et des services publics,... doivent entrer dans le cadre d'un **projet global de transition écologique**. Ce projet doit donc avoir un rôle central et structurant et constituer une rupture avec le modèle consumériste actuel.

Il faut donc dès à présent penser et concevoir ce grand projet national dans le cadre d'un véritable débat national en partant de la méthodologie et des conclusions du Grenelle de l'Environnement et des recommandations internationales du GIEC et des COP. Ce projet engage à long terme la nation et tous les français, il devra donc être débattu par tous les citoyens et soumis à un référendum.

Actions prioritaires.

1. **Mettre en place une conférence nationale** (type Grenelle de l'Environnement) sous la responsabilité d'une autorité reconnue (Nicolas HULOT, par exemple) pour établir un projet - et un plan pluriannuel de transition écologique - sur la base d'un nouveau modèle économique et social en rupture avec le modèle consumériste actuel. Le plan pluriannuel prévoit notamment une estimation détaillée des coûts de la transition écologique et une proposition de financement incluant notamment la question de la fiscalité dite écologique.
2. **Soumettre à l'approbation des citoyens le projet - et le plan de transition -** par voie référendaire.

3. Définir, au niveau du Gouvernement et des instances nationales, **le cadre législatif et institutionnel** permettant d'assurer la mise en œuvre du projet de transition approuvé par les français.

Proposition numéro 2 : Sur la base du projet de transition écologique, le Chef de l'Etat et son Gouvernement doivent proposer **un ensemble de mesures structurelles** visant à donner des droits à tous les citoyens en matière de **respect, dignité et de responsabilité**.

Ces mesures structurelles découlent du projet (central) de transition écologique. Elles en sont la déclinaison dans le champ économique et social, dans un cadre législatif et institutionnel revu.

Par respect citoyen, il faut entendre **le droit à l'accès aux services publics** partout en France et pour tous les citoyens, dans les villes comme en zones rurale et périurbaine : santé, éducation, transports, énergie, sécurité, justice,... La gestion des services publics ne peut être limitée à une seule vision comptable. Certes, il ne s'agit pas de dépenser sans compter mais de mettre en avant **des indicateurs de satisfaction** qui doivent influencer, au même titre que l'équilibre comptable, sur l'organisation et l'offre de services publics.

Actions prioritaires.

1. **Santé :** Au niveau de l'ensemble du territoire national, définir et mettre en place un dispositif d'accès gratuit, permanent et à faible distance, au diagnostic médical (réseau médical de proximité) et aux soins (urgences et hospitalisations incluses). Intégrer à ce dispositif la prise en charge généralisée, à domicile ou en EHPAD, des personnes âgées.
2. **Education :** Au niveau de l'ensemble du territoire national, mettre en place un dispositif de formation, d'orientation scolaire et d'aide à l'insertion professionnelle en lien avec les besoins liés à la transition écologique. Intégrer à l'enseignement et à la formation générale de la population une information sur le comportement écologique.
3. **Transports :**
 - a. Transport routier : imposer une alternative au transport routier des marchandises (ferroutage, par exemple).
 - b. Services publics de transport : Imposer l'utilisation de véhicules non polluants. Réduire le recours aux véhicules personnels en favorisant le développement et la gratuité des transports en zone urbaine et en zone rurale. Identifier et supprimer les « zones blanches » (réseau de transport routier ou ferroviaire).
 - c. Transports maritime et aérien : Favoriser les « circuits courts » en taxant lourdement les carburants.
4. **Energie :** Mettre en place un programme national exhaustif d'isolation de toutes les habitations et bâtiments et développer les locaux à énergies autonomes et positives.
5. **Sécurité routière :** Prévoir le recrutement d'agents de sécurité routière en remplacement complémentaire des « radars » et autres systèmes « aveugles » d'observation automatisés des infractions routières.

NB : Cette liste n'est pas exhaustive, pour une grande part, les mesures à mettre en place doivent découler du projet de transition écologique.

Par dignité citoyenne, il faut entendre le droit au travail et le droit de vivre décemment de celui-ci⁵, le droit au logement pour tous, le droit à une alimentation saine. La réduction du chômage ne doit pas passer par le développement de l'emploi précaire. En ce sens, la désindustrialisation⁶ doit être comprise comme la conséquence de la mondialisation d'où l'importance du changement de modèle introduit avec le projet de transition écologique.

Actions prioritaires.

1. **Emploi** : Développer l'offre d'emploi dans le secteur marchand par une **ré-industrialisation des régions** (notamment rurale ou périurbaine) et une lutte contre la délocalisation tout en taxant sévèrement des sites de services ou de vente « à distance » non localisés en France (GAFAM...). Favoriser les chartes déontologiques en matière de sous-traitance locale.
2. **Emploi** : Taxer lourdement le recours aux travailleurs détachés et aux contrats précaires.
3. Favoriser le développement et l'intégration économique des entreprises de **l'économie sociale et solidaire** dans le cadre de filières écoresponsables et locales.
4. **Rémunération et retraites** : Réduire les écarts salariaux (toutes rémunérations et avantages compris) au sein des entreprises et de l'Administration (rapport maxi de 1 à 5) ; Indexer le SMIG et les retraites sur l'inflation et la croissance.

Par responsabilité citoyenne, il faut entendre le droit de participer aux décisions politiques nationales à la fois par une véritable démocratie représentative en modifiant le calendrier des élections législatives et présidentielles et en introduisant une proportionnalité suffisante ainsi que par la mise en place de modalités par lesquelles la population peut initier des référendums suivant des modalités préalablement définies.

Les élections doivent intégrer la prise en compte du vote blanc et prévoir l'annulation d'une élection en cas de trop faible participation. Les prérogatives du Président doivent être institutionnellement équilibrées par un véritable contre-pouvoir législatif, médiatique⁷, judiciaire et bien entendu, populaire (référendum).

Actions prioritaires.

1. **Modification du calendrier électoral** : Réduire à quatre ans la durée du mandat législatif (par différence avec le mandat présidentiel quinquennal).
2. **Proportionnalité** : Modifier les modalités des élections législatives en introduisant un part importante et significative de proportionnalité pour permettre une représentation nationale conforme au paysage politique.

⁵ Le droit à une retraite correcte et indexée découle du droit au travail.

⁶ Il faut rappeler que la désindustrialisation a débuté en 1974 suite au premier choc pétrolier. Depuis, le chômage est resté endémique.

⁷ Dignité et responsabilité des citoyens supposent un droit universel à l'information. Dans ce domaine, l'indépendance des médias doit être rétablie et contrôlée

3. Renforcement de la démocratie ;

- a. Prise en compte du vote blanc dans les décomptes des voix ou mise en place d'un dispositif d'annulation du vote en cas de trop faible participation.
- b. Introduction du référendum d'initiative populaire (modèle Suisse) avec possibilité de vote révocatoire.
- c. Rétablir les dispositions du CNR⁸ en matière d'indépendance et de concentration des médias et mise en place d'un code déontologique obligeant à la pluralité des informations pour les médias publics et privés.

C'est à ce stade - une fois défini un projet de société et l'avoir décliné en mesures concrètes - que nous pouvons poser la question du financement et par voie de conséquence celle de la fiscalité. Non que tout soit finançable dans l'immédiat, c'est certainement improbable. Mais il s'agit d'avoir une stratégie de financement à moyen et long terme dont un des aspects importants sera une nouvelle politique fiscale où l'ensemble de la population sera imposée équitablement selon ses ressources et selon un barème échelonné sur un plus grand nombre de niveaux. La question n'est pas ici de savoir s'il faut rétablir ou non l'ISF mais de fixer une contribution fiscale qui soit de nature à réduire notablement les disparités actuelles. La fraude fiscale doit être comprise comme un délit grave appelant des sanctions sévères.

Actions prioritaires.

1. Taxes et impôts :

- a. Mettre en place une véritable réforme fiscale où l'ensemble des citoyens seront imposables selon un barème avec de nombreuses tranches pour tenir compte des écarts de niveau de vie.
- b. Supprimer totalement l'impôt sur la fortune immobilière et mobilière (ancienne formule de l'ISF) et le remplacer par une tranche supérieure touchant les très hautes fortunes.
- c. Lutter efficacement contre la fraude et l'évasion fiscale (imposition de tous les français même hors du territoire national suivant le modèle des USA).
- d. Ramener la CSG à un taux (10%, par exemple) qui ne soit pas confiscatoire pour les catégories à bas et moyen revenus.
- e. Ne pas réduire les taxes sur les carburants mais orienter toute la ressource vers les besoins de la transition écologique.
- f. Programmer une réduction progressive de la pression fiscale sur les classes moyennes en favorisant une logique d'investissement dans l'économie locale.

On conçoit que tout ceci nécessitera une refonte institutionnelle profonde mais aujourd'hui indispensable pour garantir la transition écologique dans la paix sociale. Néanmoins, cette approche nationale sera contrainte et donc limitée dans le cadre actuel des traités européens. Ce qui nous conduit à présenter une troisième et dernière

⁸ Conseil National de la Résistance.

proposition dans la mesure où les deux premières ne peuvent être envisagées que dans un cadre européen réformé, en rupture avec le modèle néo-classique qui prédomine.

Proposition numéro 3 : Pour rendre possible la mise en œuvre des deux premières propositions, le Chef de l'Etat et son Gouvernement doivent proposer une renégociation des traités européens.

C'est en quelque sorte un troisième grand débat que nous proposons dont on peut se demander s'il ne serait pas nécessaire de le lancer en amont des deux premiers tant le cadre européen constitue une contrainte incontournable pour imaginer un autre modèle de développement écologique et respectueux du citoyen.

En effet, il est, à notre avis, urgent de poser la question de ce débat sur l'Europe que nous souhaitons dans la mesure où plusieurs faits plus ou moins récents montrent que la construction européenne se réalise au pas de course, en dehors de tout processus démocratique (voir les récents traités commerciaux), et avec un souci à peine masqué de créer une Fédération dans laquelle les nations auront disparu au profit de « régions ».

Les traités européens et ceux de la zone Euro n'autorisent qu'une très faible marge de manœuvre des Etats en matière de finances, de fiscalité,... Tout ceci est lié à un modèle. C'est le principe néo-classique qui prévaut en Europe et qui est fondamentalement basé sur le rôle du marché (au sens large du terme). Marginalisation de l'Etat en tant qu'acteur, libre circulation des biens et des personnes (voir la question des personnels détachés), libération des marchés de toutes contraintes (exemple du marché du travail), etc. ; tout ceci est la politique européenne et c'est cette stratégie qui se retrouve dans la politique mise en œuvre par le Président Macron dans la même ligne que celles de ses prédécesseurs depuis 1983.

Pour mettre en œuvre un véritable projet de transition écologique en rupture avec le modèle de développement actuel et concevoir un ensemble de mesures économiques et sociales équitablement financées, il est indispensable de repenser notre coopération au sein de l'Europe⁹ sans remettre nécessairement en cause notre appartenance à l'Union Européenne.

Bien entendu, ce texte est succinct et certainement incomplet. Pour nous, ces trois « sujets » : 1) le projet central écologique, 2) les mesures structurelles et équitables en faveur du respect, de la dignité et de la responsabilité du citoyen et 3) la question du cadre européen offrent une perspective de réformes profondes de notre vivre ensemble pour l'avenir de nos enfants.

Citoyens de Boutenac

Le 20 janvier 2019.

⁹ Pour mémoire : La sortie en cours du Royaume Uni est très instructive si l'on veut bien s'exempter des commentaires officiels. Par ailleurs, la non prise en compte des résultats du référendum de 2005 reste dans toutes les mémoires. Enfin, les ¾ des lois votées au Parlement français font suite à des directives de l'UE et donc à celles de la Commission Européenne dont on sait qu'elle n'est pas élue. Le tout sur la base d'une stratégie issue du modèle néo-classique dont on connaît les conséquences sur l'accroissement des inégalités, la disparition des services publics,...

page ①

24.01.019

Je soussigné
sur la communauté bontnacaise
(11 200 Maire de BONTENAC
J'ai à propos du « cahier
Doléances » que nous propose le
sieur MICRON, et son gouvernem
et, la cour ;

Tout d'abord : je suis surpris
de voir le drôle de « CAHIER »
... D'ÉCOLE comme service en
tant que de « CAHIER DE DOLEA

Finon : j'estime que lorsque
l'on « honore » de sa présence
en temps (et tant) que Président
de la République les pèteradant
obsèques sur l'avenue de Champs
Élysées, à Paris d'un individu qui
trahit le fisc ; et, voulait devenir
suisse (ou autre paradis fiscal, etc...)

Enfin

(page 2)

Il y a comme une série de questions
à se poser sur cette société
qui trouve dans un minable
-chanteur belge (et un individu
qui n'a jamais su jouer de
la guitare) - comme une
espèce d'honneur à aller
parader devant les caméras
de télévision (8)

Alors, là : déjà, que
faut-il penser de nos
gouvernants ;

Merci Monsieur MARON
de bien regarder du
côté droit comme du
côté gauche, en ...
Attendant de savoir
si vous allez parader
la prochaine fois ;

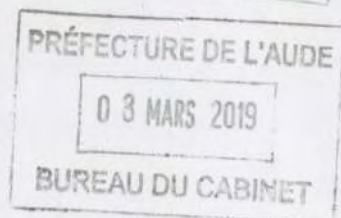
1. 11 et a



MAIRIE DE DUILHAC SOUS PEYREPERTUSE
8 Chemin du fort 11350 Duilhac sous Peyrepertuse
Tél. : 04 68 45 40 55 - Fax : 04 68 45 24 05
mairie@duilhac.fr
www.peyrepertuse.com



Duilhac le 15 février 2019



Nous ous prions de bien vouloir trouver, en copie le cahier d'expression citoyenne.

Vous en souhaitant bonne réception.

Le Maire

Sébastien PLA



- 1 – Mise en place d'un smic correspondant à l'inflation
- 2 – Supprimer la CSG pour tous les retraités
- 3 – Rétablir l'ISF et veiller à ce que les grands groupes payent leurs impôts et taxes en France
- 4 – Supprimer la taxe d'habitation
- 5 – Augmenter et payer les heures supplémentaires aux agents hospitaliers, enseignants, et police
- 6 – Révisions des loyers excessifs principalement à Paris, Lyon, Marseille
- 7 – Priorité aux reprises des domaines viticoles par les enfants ou autres français
- 8 – Interdiction de vendre le patrimoine aux étrangers
- 9 – Vérification du nombre et des salaires, des députés et sénateurs.
- 10 – Réduction du train de vie de l'Elysée
- 11 – Vérification des bénéfices réalisés par les autoroutes jusqu'en 2018
Pas d'augmentation des péages
- 12 – Révision d'une Europe plus conforme aux aspirations de chaque pays sans toucher à l'Euro ni à une armée commune
- 13 – Concernant l'immigration, nous continuons de nous conformer à une immigration choisie avec des migrants en entrée légale sur le territoire
- 14 – Revoir la politique Agricole Commune
- 15 – Prendre en compte le vote blanc



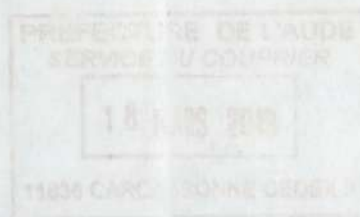
Utilisation des postes 3 – 9 – 10 -11- 12 – 13 - 14

Vérification par le RIC et leur affectation en montant et pourcentage aux communes, à l'écologie, à l'entretien du réseau routier, aux logements, au patrimoine et leur utilisation par chaque groupe concerné

Vérification par le RIC que l'on exploite bien toutes les possibilités concernant les bio-carburants et que l'usage intensif de l'électricité n'entraîne pas l'obligation de nouvelles centrales.

Vérification par le RIC que les logements intra-muros soient décentes et accessibles aux plus modestes.

Si un nombre important de ces revendications n'est pas pris en compte, supprimer le Sénat, dissoudre l'Assemblée, et au pire procéder à une modification de la Constitution



Commune de FERRALS LES CORBIÈRES

Département de l'AUDE

Cahier de doléances

**GRAND DÉBAT
NATIONAL**

1^o INAMISSIBLE. Revoir loi sur les droits à la retraite et les pensions d'invalidité.

exemple Mon épouse touchait une pension d'invalidité pour 2 cancers d'un montant de 235 €. A fait valoir ses droits à la retraite et de ce fait la pension d'invalidité a été supprimée.

donc d'être à la retraite d'après cette loi, on n'est plus malade ou HANDICAPÉ.

2^o PENALISATION de nos droits.

on cotise pour la retraite, mari et femme, lors d'un décès la Pension de Réversion est soumise à un plafond et donc vous êtes retenu de Bonus en fonction de ce plafond,

Donc on nous supprime nos droits d'admir cotisé et de ne pas en profiter pleinement.

3^o Pour aide à la CAF ou CARSAT, voir le cas personnel en non pas fixer des aides en fonction du montant d'après la loi ce dernier n'est pas la réalité de nos revenus pour vivre ou survie.

Donc étude de cas en fonction non pas du montant impossible mais de la somme retraite, deduction de toutes charges (loyer, crédit, mutuelle, etc...)

4^o Loi sur l'alimentation malvenue au ce jour.

← Tout en Notre âme et conscience.

de 15/02/2019

M^r Le président,

Vous nous présentez plusieurs sujets de société, sur cette lettre adresse à nos/vos compatriotes, à laquelle vous amenez avec un/nos avis:

1^{er} sujet: Impôts, dépenses et actions publiques.

1^{re} réflexion: Imposer ou différencier dit "Taxer" le G.A.F.A, soit Google, Amazon, Face Book, Apple et certaines start ups grandissantes comme "Starbuck" ou d'autre encore, afin d'obtenir des fonds monétaires qui pourrai alimenter financièrement les trois réflexions ci-dessous.

2^{ème} sujet: Organisation de l'état et collectivités publiques.

2^{ème} réflexion: Améliorer la qualité des transports publique au collectif et individuel, pour une meilleurs "accessibilité" de la population vers les institutions et les services publics, essentiellement dans les villages ruraux...

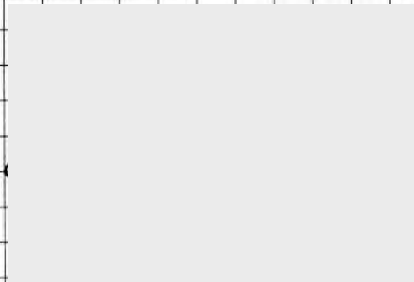
3^{ème} sujet: La transition écologique.

3^{ème} Réflexion un peu concise: Les énergies renouvelable (éolienne, panneau solaire, barrage hydraulique, éolienne offshore), ne sont pas vraiment recyclable, car après leur installation à leur fin d'utilisation, il y a toujours des matériaux non recyclés et ou non recyclable. Il serait plus agréables

- Révaloriser salaires et retraites (au moins de 300€)
- Suppression des avantages des anciens élus
- Supprimer les loobies
- Baisse taxes et impôts
- remettre T S F
- Révoir les niches fiscales
- Stop Linky

U² et A² H² = [redacted] choute

Donner aux gens de vivre
correctement et le fait de
leur travail, et le commence
Repart et même de clamer



population de la nation Française ayant des besoins fondamentaux, comme un logement salubre (charges comprises), une éducation Compréhensive / Créative / accessible, un accès aux transports publique ou individuel, des divertissements sportif, des loisirs ludiques, ainsi qu'un équilibre alimentaire, éléments clés pour une bonne santé physique et morale.

Puissez Vous être informé de ce courrier, car le But de ce cahier de doléance est d'être lu ...

Républicainement Notre ..

Fenals les Carbières 11.200
né : Pupille de la Nation,
Fils de La France et
Citoyens du Monde ..

Le 15/02/2018 en l'honneur de
16^h59 Fenals les Carbières

- Concernant l'implantation des Medecins et Pharmacies, il sera bien de catquer sur la mutation des Poliers, gendarmes a leur sortie de ecoles soit.
les Premiers choisissent les postes en priorité en fonction des postes offerts et le dernier prennent ce qui restent dans les medecins vendant le Portis des de villages proposant des services médicaux.
Concernant la Pharmacies le laisser libre de s'implanter et non pas en fonction de critères desués (ex nombre d'habitant).
- Pour le transport, lever le autobus de 55 places et le remplacer par des transports de 8 personnes, ce qui ouvriraient des travaux et le nombre de navettes.
- Lever les privilèges aux élus (ex. lever le 4000€ et plus aux sénateurs pour leur déplacement).
- Relever la revalorisation de EHPAD.

11200 Feraib la coibere

Indication de l'g, Retraite

- Même prix de l'eau partout
- Infrastructure routière refaite au niveau nationale
- Taxation des plus fortunés
- Amorce pour les franges fiscales
- Puisse des taxes sur l'alimentation, les produits féminine obligatoires
- Cabinet médical proche ainsi que la pharmacie

- Faire les papiers officiels en Haïrie
(ex: Carte identité, carte grise ...)

Mes Revendications

Petraite 72ans 600€ de Petraite le Mois 800€ en EHPAD montant 2000€ mais a payé

Revalorisation des Petraites (minimum 1200€)

Retablissement de la retraite de réversion 50%

Revision des Aides Sociales et meilleure couverture Sociale

Augmentation du Budget aux EHPAD

Revalorisation de L'AAH

Reforme Judiciaire

Abolition des privilege des Elus (Gouvernement)

Baisse de la TVA des produits de premiere necessite

Baisse de la TVA des Carburants

Recuperations des Evasions fiscales

Suppression de certaines niche fiscales (Tableaux d'Art est

Interdiction de vendre a d'autre pays des installations
francaises voter a la fourniture d'énergie

Taxation carburant pour les avions et paquebots

Libération du Catalogue officiel des Graines

Je pense que comme moi il y a beaucoup et oui
a 72ans je travail encor

Monsieur Madames du Gouvernement vous pouvez
faire mieux pour nous les citoyens et sans
langue de bois

- Mettre l'ISF au plus fortuné et la supprimer aux classes moyennes et pauvres
- Demande Du RIC
- Defiscalisation Des heures Supplémentaires
- Augmentation Des Salaires (Tous les Salaires) Agricole compris
- Revoir les Salaires des Retraités
- Revoir les aides des maisons de Retraite Prix trop élevé (surtout pour les personnes âgées vivant avec 700€ Moins)
- Baisser les Taxes sur l'alimentation
- Favoriser les petits Commerces des villages, centres villes
- Fin de la hausse des Taxes sur le Carburant
- Retraite à 60 ans pour toutes les personnes ayant travaillé dans un métier usant le corps
- Révalorisation du Travail
- Aider Financièrement les étudiants qui veulent poursuivre des études et arrêter de faire payer les parents qui ont des petits Salaires, il ne faut pas oublier que nous avons aussi nos factures à payer et que nos enfants de classe moyenne ont le droit de faire des études.
- Toutes personnes ayant un diplôme d'auxiliaire de vie ou d'assistante de vie soient reconnues et non plus en tant que femme de ménage ou Aide ménagère.
- Revoir Taux Heures sur le Dimanche et Jours fériés très mal payé (5,94 € Heures)
- Travail à domicile Fonction publique : Tous Jours fériés Travail nous le rende en compensation

①

Aujourd'hui, il n'est malheureusement plus possible de vivre sereinement et correctement dans notre beau pays qu'est la France.

Au fil des décennies et des différents gouvernements nous nous sommes « embourbés » dans un véritable pétrin et il sera très difficile d'en sortir si la volonté de faire « table rase » de tout l'existant n'est pas là. Il faut tout remettre en question, et tout repenser, avec en priorité numéro une : Éradiquer « le règne du POGNON ».

FORMATION – EDUCATION :

En premier lieu, il faut EDUQUER les enfants (*pour cela faut-il encore que les parents soient eux-mêmes éduqués...*).

Cela commence donc par les parents qui doivent montrer l'exemple et ensuite l'école doit prendre le relais. Il faut inculquer à nos enfants les vrais valeurs : politesse, respect de l'autre, écoute, tolérance...

Ensuite, il faut qu'ils acquièrent les bases : savoir LIRE - ECRIRE et COMPTER (les tables de multiplications sont la base!!! *sans calculettes aujourd'hui ils ne savent plus rien faire*) correctement. Il faut qu'ils terminent leur cursus scolaire avec un minimum de culture générale afin d'être « armés » pour entrer dans la vie active quelle que soit la voie suivie.

Trop d'enfants « sont roi » chez leurs parents, et désertent l'école avant l'âge obligatoire de 16 ans, et se retrouvent ainsi sans rien. Il faut sanctionner sévèrement cela, en supprimant les allocations familiales comme cela a été évoqué plusieurs fois mais tarde à être mis en place.

POUVOIR D'ACHAT :

- La revalorisation du SMIC doit être systématiquement indexée sur l'indice des prix à la consommation tous les ans.
- Une augmentation du SMIC rapide doit pouvoir se faire en baissant voire supprimant les cotisations CSG et RDS qui ont été créées pour financer les aides sociales versées par les CAF
==> voir chapitre CONTROLE !
- Augmentation des retraites : un minimum de 1000 Euros par personne est nécessaire aujourd'hui pour s'en sortir (*notamment les retraites agricoles à revoir*) .

Revenir à plus « D'HUMAIN » :

et ne pas être réduits à des Numéros (Aujourd'hui on nous demande notre numéro de dossier, de contrat, de sécurité sociale,.... etc, avant notre nom...) :

- Avoir toujours le même (ou les mêmes) interlocuteurs, dans les Administrations, et dans toutes les Sociétés, afin d'avoir une ECOUTE et une COMPREHENSION des problèmes que nous rencontrons : pour cela il faut recruter des personnes compétentes !!.
- Éradiquer les « plateformes téléphoniques » souvent à l'étranger, où malheureusement les employés sont incompréhensibles et n'ont qu'un argumentaire à énoncer, ne pouvant apporter de solution car ils n'en ont pas le pouvoir.
- Chaque salarié à quel poste qu'il soit doit avoir la conscience professionnelle et le goût du travail bien fait et terminé (aujourd'hui trop de « je m'enfoutisme »).
- Obligation pour chaque employeur de répondre à toutes les demandes d'emploi reçues (*trop souvent aujourd'hui on ne reçoit pas de réponse...*)

AIDES SOCIALES ==> A REVOIR TOTALEMENT

2

- Premièrement ne pas verser des aides supérieures aux frais engagés (*Ex. des APL supérieures aux loyers réellement payés.*)
- Demander une contrepartie de travail aux bénéficiaires du RSA (*entretien des ruisseaux, des chemins, parcs, classements, archivages, peintures ...etc,... tous travaux d'intérêts généraux*). Tout cela bien sûr encadrés par des professionnels. En cas de refus suppression du RSA.
- Intensifier les CONTROLES (*sans prévenir auparavant*) et les rendre plus stricts : trop d'arnaques au RSA, au chômage, aux allocations familiales avec fausses déclarations. Et en cas d'infraction suppression totale des aides...
- La couverture CMUC ne doit pas être supérieure aux garanties minimales des autres mutuelles (*En effet, certaines personnes n'ayant pas droit à la CMUC sont obligées de prendre une mutuelle au minimum faute de moyens, et sont beaucoup moins remboursées que les bénéficiaires de la CMUC...*).
- Allocations de rentrée scolaires : à verser directement à chaque école, collège, lycée..., qui se chargera d'acheter le matériel et fournitures scolaires nécessaires à chaque enfant.

VIE PRATIQUE :

- Interdire les Numéros surtaxés, notamment pour toutes les administrations (*que nous sommes obligés de joindre*).
- Interdire toutes sollicitations téléphoniques intempestives, (*le système Bloctel n'étant pas du tout opérationnel*) avec amendes importantes à la clé.
- Remettre la possibilité des documents papiers, pour les personnes âgées notamment au lieu du tout Internet (cartes grises - déclaration d'impôts-...) (*beaucoup ne savent pas utiliser internet, en ont même « peur », et doivent donc payer pour pouvoir faire leurs documents sur internet*).
- Notice d'utilisation des appareils électriques, électroniques, ménagers... à simplifier et à écrire uniquement dans la langue du pays dans lequel l'appareil est vendu (*pas la peine d'avoir un livret de 500 pages avec 20 pages en français...*).
- Mettre des dirigeants Neutres et Intègres à la tête de tous les organismes chargés des contrôles, CSA, par exemple... et en changer dès que nécessaire car trop de copinages.

ECOLOGIE :

- Liste des ingrédients sur les produits d'entretien et cosmétiques : à écrire en Français... et plus gros.
- Devant l'engouement du Bio, il faut intensifier les contrôles, car les grosses entités vont entrer dans la « bataille » et vont contourner les lois.
- Faire systématiquement, des analyses de terre, et des analyses des produits avant toute obtention du label Bio. Et renouvellement tous les ans de ces analyses pour conserver ce label.
- Faire respecter les obligations des grands groupes de donner le surplus aux associations, car ce n'est pas toujours le cas. Pour le contrevenants sévir avec sanctions irrévocables.
- Faire nettoyer les abords des rivières, entretenir les ruisseaux, les chemins, les fossés, les plages... etc, par le biais d'embauches de gardes-champêtres, et surtout en faisant participer les

bénéficiaires du RSA (*comme précédemment indiqué*).

- Interdire les « sur-emballages » qui ne font que polluer et ne servent qu'à faire du packaging, donc juste du marketing.

DIVERS

- Interdiction pour les sociétés ayant été en redressement judiciaire de se réinstaller sous un autre nom. (*trop de personnes qui se réinstallent et sont à nouveau en redressement quelques mois ou années plus tard, arnaquant au passage un bon nombre de petits artisans par ex.*)
- Idem pour les gens sur-endettés : un seul dossier dans une vie. Et à partir de là obligation de formation à la gestion d'un budget, avec un suivi par un référent.
- Cantines scolaires : Les menus doivent être affichés en début de semaine, et tout le monde mange la même chose. Pas de menus végétariens, halal ou autres... Chacun s'adapte à l'autre. Embauche de vrais cuisiniers à la place de plats tout prêts issus d'une grande multinationale française... Il faut faire travailler les producteurs locaux !

RURALITE :

- Exiger l'implantation de médecins dans les communes rurales, comme c'était encore le cas il y a quelques années en arrière. Il faut trouver un système en affectant par exemple (*comme c'est le cas pour les enseignants qui sont eux, certes, payés par l'Etat*) les médecins dans les régions qui en sont en « pénurie ».
- Remettre un système de médecins de garde, qui se déplacent les week-ends (*ela pourrait être possible, vu que les médecins se regroupent de plus en plus aujourd'hui, en cabinet médical, ils sont déjà 2 ou 3 voire plus, donc un week-end de garde pour chacun devrait être possible sans trop empiéter sur leur vie privée*)
- Il faut maintenir le plus possible d'écoles dans les petits villages. D'ailleurs les enfants apprennent mieux quand ils sont moins nombreux dans une classe, le professeur des écoles ayant plus de temps à consacrer à chaque élève.
- Remettre en service des administrations telle que les Postes, Banques, EDF...etc dans les petits villages, en proposant des permanences faites par des employés des ces mêmes administrations. Cela permettrait aux personnes âgées de pouvoir accéder à ses services sur place, et d'avoir une vraie communication...
- Donner la priorité aux petits commerçants, artisans, agriculteurs... de pouvoir s'installer en zone rurale, par le biais d'exonérations, subventions ou autres, afin de ne pas être écrasés, (car sinon ils seront rachetés par des « Gros »).
- Conseil Régional et Conseil Général : suppression des postes de fonctionnaires, qui ne sont pas rentables et sont à la limite du fictif (*et il y en a !!*) afin de pouvoir créer des postes d'infirmier(e)s, aides soignant(e)s et autres qui manquent un peu partout....

LE GOUVERNEMENT - LES MINISTRES - LES DEPUTES....:

- En premier lieu, il serait judicieux (*bien que je pense utopique*) que chaque ministre et qui plus est, le président de la république, fasse une immersion (*d'un mois au moins*) dans la vraie vie d'un



Participation au Grand Débat National

Nos doléances et nos suggestions

Etant en surendettement où l'on nous a effacé nos dettes totales car ne pouvant plus payer les charges qui nous incombent avec moins de 330 euros de pension d'invalidité en catégorie 2 par mois et avec plus que 50 % du salaire de monsieur à cause de sa longue maladie qui perdure et qui l'handicape au fil des jours.

Avec 700 euros de loyer par mois sans aucune aide de la CAF, ni le droit à une aide sociale quelconque même temporaire, même pas le droit d'accéder à un logement social, faut attendre sur une liste d'attente qui se renouvelle tous les ans et au bout de 2 ans, vous n'avez rien.

Alors vous vous rabattez sur des propriétaires autres que dans le social.

Mais voilà, nous voulons déménager, mais sans aucun droit d'aides sociales, nous ne le pouvons pas car nous avons un logement trop cher pour le maigre revenu que nous avons.

Cher Monsieur Le Président, que pensez-vous faire pour soutenir les gens comme nous, qui avons donné plus de 25 ans de notre vie, à travailler et qu'aujourd'hui nous sommes les laissés pourcontre, à cause d'un accident, d'une maladie qui vous handicape ? Et que selon un article paru dans les journaux, vous voulez rendre dégressive l'allocation pour adulte handicapé ? Une honte totale. Pourquoi infliger une souffrance supplémentaire à des personnes qui n'ont pas choisi d'être malade et d'être handicapée ? Avec des soins toujours plus chers et peu remboursés voire pas du tout !!

Vouloir obliger, les personnes handicapées de travailler alors qu'elles ne le peuvent plus ? Comme le parfait exemple récent : Pôle Emploi oblige une personne mal voyante d'aller travailler à la SNCF comme conducteur de train, sous peine de se voir supprimer son allocation de chômage ? Non mais c'est sérieux là ?!!

Comment se fait-il, Monsieur Le Président, que le carburant a t'il pu autant augmenter après une baisse significative même pour une courte période, après la promesse que vous avez faite en direct sur nos écrans de TV ? Les sociétés comme TOTAL qui empochent des milliards et des milliards de bénéfices, qui ne sont pas condamnés à être taxées pour les pollutions en mer qu'elles produisent impunément, qu'avez-vous prévu de faire pour ces sociétés pollueuses ?

Comment se fait-il, Monsieur Le Président qu'après toutes vos belles promesses émises en direct sur nos écrans TV, que les produits dit de "première nécessité" ont augmenté de façon fulgurante ?

Comment se fait-il, Monsieur Le Président que toutes les grandes enseignes alimentaires, Carrefour, Intermarché et bien d'autres, mutliplient les prix par 2 voire par 3 ou 4 sur les produits de première nécessité ?

Monsieur Michel-Edouard LECLERC, fait tout son possible pour que toutes les chaînes de son enseigne puissent permettre à des personnes modestes et pauvres, de pouvoir se payer une baguette de pain, 1 litre de lait et de quoi manger de la viande et autres produits nécessaire à son quotidien. Pourquoi les autres enseignes ne le font pas ?

Qu'en est-il de toutes vos belles paroles faites lors des divers débats où vous vous êtes présentés, comme pour les retraités touchant moins de 700 euros net par mois avec toutes les charges qui les incombent, à pouvoir vivre, non on va dire essayer de survivre dans ce monde incohérent dont vous êtes à la tête.

Est-ce normal, Monsieur Le Président de voir des personnes âgées se cacher pour fouiller dans les poubelles, pour trouver de la nourriture ? De fouiller dans les déchets pour trouver de quoi se vêtir, se chauffer ?

Est-ce normal, Monsieur Le Président, que ce soit toujours les mêmes classes sociales privilégiées, qui perçoivent, qui bénéficient de privilèges fiscaux et qui obtiennent des déductions fiscales ?

Est-ce normal que ce soit les retraités avec moins de 700 euros net par mois de retraite qui doivent se sacrifier pour le soit disant "bien être" des retraités bien confortés dans leurs petites vies, à les entendre se plaindre qu'avec plus de 2000 euros de retraite par mois et d'autres avec 3500 euros de retraite par mois, qu'ils ne s'en sortent pas ?

C'est une blague non ?

Et vous Monsieur Le Président, qui selon une révélation journalistique, vous n'auriez pas payer les 3 années d'impôts et taxes avant votre investiture à la présidence de la république. Voici le parfait exemple des privilèges qui vous sont propres, étant le "chouchou" des Rotschild.

Qu'en est-il des classes inférieures, des laissés pour compte, comme le précise si bien vos ministres et vous mêmes, au tout début des Gilets Jaunes ? Que nous sommes des moins que rien, des illétrés, des analphabètes, qu'il faut traverser la rue pour trouver un travail ? Monsieur Le Président, vous vous devez être plus proche de votre peuple et notamment vers le petit peuple qui lui, ne vous pardonne pas, toutes les insultes que vous lui faites, tout ce manque de considération, alors que votre ministre des finances est bien content de leur prélever les impôts, les taxes et bien d'autres.

Le jour où le "lait de la vache" sera tarifié, vous n'aurez plus d'autres solutions que de vous retourner contre vos amis les riches, les capitalistes, les petits protégés milliardaires de votre programme. A qui vous leur avez fait de magnifiques cadeaux fiscaux au détriment de votre peuple, qui se saigne pour remplir les caisses non pas de l'Etat, mais celles de tous vos camarades milliardaires et sociétés capitalistes.

Oui c'est vrai, qu'il y a des moins que rien, des fainéants qui se gavent sur les aides sociales à tout va, oui c'est vrai !!

Mais est-ce pour cela, normal d'englober tout un petit peuple à cause d'une moyenne majorité de profiteurs de la société ?

Tous ces immigrés qui arrivent sur notre territoire, qui bénéficient de tout : aides sociales, CAF à tout va, d'un logement social neuf, les factures EDF et d'eau prises en charge par les services sociaux, qu'ils bénéficient de bons alimentaires, qu'ils volent malgré tout les gens et les commerçants ?

Ces immigrés qui viennent sur notre territoire, notre FRANCE, qu'ils entachent avec leurs actes de terrorisme, leurs façon de nous obliger à vivre comme eux en crachant sur notre drapeau français, en crachant et en insultant nos valeurs fondamentales, nos coutumes et nos fêtes religieuses qui sont bafouées par ces immigrés et leur maudite ambition de nous réduire à l'esclavage de leur religion, qu'est l'islam.

Tous ces profiteurs qui font des gosses à volonté pour toucher la CAF, qu'ils fraudent avec les services fiscaux en ne déclarant rien alors qu'ils empochent de l'argent plus qu'une personne seule au RSA, cette personne seule qui doit se battre tous les jours pour gagner le moindre centime pour survivre dans votre monde de fou.

Pourquoi se serait le petit peuple qui devrait payer au plus fort les impôts, les taxes, les hausses de carburant, les hausses des produits de première nécessité ?

Comment faudrait-il que votre petit peuple puissent accéder à la propriété à moins de 100

000 euros alors qu'il ne vit qu'avec à peine le SMIC, même si certaines démarches ou l'on va dire un tout petit effort des patronnats et après avoir payé toutes les charges mensuelles qui lui incombe, comment peut-il arriver à être propriétaire ? Aucunes banques n'acceptent, comme elles disent, des sujets à risques. Mais voilà, ces fameux sujets à risques, Monsieur Le Président, se sont ceux-là qui nourrissent les poches des banquiers avec les découverts à un taux élevé et où va cet argent ? Dans les poches des plus riches, dans l'accord d'un prêt aux riches, etc.. etc..

Et parlons aussi du statut de Madame, votre épouse. Comment se fait-il qu'il lui faut un certain budget, pour ses secrétaires, son coiffeur, ses tenues vestimentaires et on en passe, alors qu'elle n'est que votre épouse et qu'elle n'a pas été élue par le peuple et que ce soit le peuple qui paye tout ça. Elle se doit être bénévole en tout et pour tout. Elle doit travailler pour se payer ses secrétaires, son coiffeur, ses produits de beauté, ses tenues vestimentaires etc .. etc ...

Vous imaginez bien Monsieur Le Président, que ceci rappelle notre histoire de France, avec Marie Antoinette et ses frasques vestimentaires, de produits de beauté, des repas fastueux dans les grandes salles de Versailles, pendant que le peuple était affamé et affligé par le pouvoir de la royauté.

Et bien Monsieur Le Président, rappelez-vous les leçons d'histoire sur les bancs de l'école, comment s'est fini l'histoire de Marie-Antoinette ? Sur l'échafaud à la Bastille.

Si votre peuple est en colère et que par certains Gilets Jaunes, votre peuple réclame justice fiscale et sociale, c'est que là vraiment, 1789 La Révolution est en marche.

Parlons transition écologique, Monsieur Le Président, croyez-vous, que le temps de votre mandat va suffir à aider et à mieux faire comprendre ce qu'est une transition écologique, au peuple ? Est-ce que le temps de votre mandat va donner suffisamment d'espoir au peuple qui ne peut pas changer de voiture, qui doit correspondre aux critères annoncés par vos soins et vos ministres en charge de ce dossier ?

Croyez-vous, Monsieur le Président, que tout le monde a les moyens financiers et de crédits pour acheter une voiture électrique ? De payer les suppléments de la location des batteries au Lithium ? De payer les consommations électriques supplémentaires pour recharger ces fameuses batteries ?

Mais Monsieur Le Président, en parlant de transition écologique, il faut aussi parler de l'arrêt des centrales nucléaires, qui rappelons-le, sont de vraies bombes à retardement.

Pour souvenirs : Fukushima, Tchernobyl

Vous voulez en finir avec les énergies fossilisées, certes mais pas en obligeant le peuple à se reconverter à l'électricité nucléaire.

Parlons aussi du Lithium, qui est très néfaste pour l'environnement.

Et quand les batteries au Lithium seront HS, où iront-elles ? Dans des terrains vagues, enfouies sous des tonnes de béton ? Envoyées dans l'espace, pour polluer encore plus l'univers.

Mais l'Homme, dans toute sa splendeur, a détruit et continu de détruire notre planète, il serait temps Monsieur Le Président, de faire les choses correctement, à commencer par moins utiliser dans les grandes villes des moyens de transports polluants, de gérer le fait que les plus pollueurs de la planète se sont : LES FUSEES, LES AVIONS, LES BATEAUX qui transportent des produits pétroliers, des Yacht qui par l'influence de ces touristes qui se croient tout permis, de tout virer en mer (sacs poubelles, sacs plastiques, bouteilles en verre et en plastique, des futs de produits toxiques...)

(4)

Il existe tellement de choses pour permettre à l'Humanité de pouvoir récupérer sa planète et empêcher le pire d'arriver.

Ces choses, qui ne sont pas si intéressantes pour les gouvernements car ça ne rapportent rien dans leurs poches ou si peu.

Et pourtant, Monsieur le Président, il y a beaucoup de personnes et de jeunes qui trouvent chaque jour une solution pour son environnement mais qui ne sont pas soutenus par leur gouvernement.

Beaucoup de personnes, beaucoup de jeunes ont peur de leur avenir, au vu de ce qu'ils voient, de ce qu'ils entendent aux informations télévisées et dans les journaux, ils ont peur car ils ont l'impression, et ce n'est peut-être pas qu'une impression mais une réalité, que vous abandonnez votre peuple, que vous avez vendu la France à l'ONU ou l'on ne sait quoi d'autre encore.

Que vous vendez des monuments historiques et autres à des capitalistes étrangers !!!!

Mais que restera-t-il de notre France pour nos enfants et nos petits enfants ?

Qu'allez-vous faire pour permettre à votre peuple de pouvoir vivre sur le même piedestal que les autres que vous privilégiez sans cesse ?

Qu'attendez-vous pour que l'Homme et la Femme soit égal sur tous les points et surtout en matière de salaire ? Où la Femme gagne moins bien sa vie que celle de l'Homme, alors qu'elle travaille plus dure pour prouver ou tenter de prouver son égalité avec le salaire d'un Homme.

Monsieur Le Président, nous attendons avec impatience, le résultat de vos conclusions après ce débat national et que vous puissiez démontrer à votre peuple quelque'il soit, pauvre ou riche, blanc ou noir, bien portant ou handicapé, que vous êtes celui qui relèvera la France de ses blessures et de ces années de laxisme venus des présidents précédents, en évitant les inégalités, en redonnant la chance à tout le monde de pouvoir vivre comme tout le monde. De faire en sorte, Monsieur Le Président, que les évasions fiscales soient interdites, que ces capitalistes qui quittent la France soient punis par la loi et devront payer leurs impôts.

De faire en sorte que ces capitalistes investissent dans les sociétés françaises en difficultés pour éviter les fermetures d'entreprises et la mise au chômage de milliers de personnes qui n'ont pas demandé à être licenciées et de se voir tout perdre du fruit de leur labeur : maison, travail, épargne ...

Des citoyens faisant partis de la classe sociale des plus modestes.

Mairie de Fraissé des Corbières
7 GRAND' RUE
11360 Fraissé des Corbières
04 68 45 91 76



CAHIER

DOLEANCES

suivent le 23/12/2018

- Les politiques (députés, sénateurs etc...) qui représentent le peuple devraient être payés au smic. Vu que c'est une tâche honorifique de représenter le peuple et que la plupart ont d'autres revenus (sinon ils ne feraient pas de politique), ainsi je suis persuadé que le smic ne tarderait pas à augmenter.
- Il faut diminuer le nombre de représentants politiques en France. Beaucoup trop de gens à rémunérer pour le résultat.
- Fonctionnaires : Payés au mérite. Ceux qui ne font pas bien ou pas leur travail : dehors ! (Cela fait presque 5 ans que j'attends ma retraite alors que mon dossier est complet. Je n'ai jamais vu de gens aussi incompetents que ceux chargés de liquider les retraités dans l'Arde !)
- Carburants : Baisser les taxes. Même à 1€ la litre, je trouve cela cher et ce n'est pas pour cela que je roulerais plus. Les ruraux, loin de tout ont besoin de leur véhicule.
- TVA réduite pour le 1er véhicule de la famille puis TVA progressivement pour les 2^{ème}, 3^{ème} véhicules etc... TVA normale pour les véhicules dits de loisirs.
- Lignes de bus plus étoffées pour éviter de prendre son véhicule pour le moindre des matras. Actuellement pas le choix.
- Lignes de bus scolaires : Ne plus mettre les bus inutilisés aux grandes lignes comme bus scolaires ; trop souvent en panne !
- Zones blanches : Trop de trous dans les Corbières où il n'y a pas de réseau. Même certains endroits comme l'EHPAD au centre de Durban n'ont pas de réseau !

— Taxes : Trop de taxes diverses et sur tout. Avec moins de taxes, je pourrais investir dans des achats et faire avancer le commerce. Moins de taxes et moins d'aides diverses. Je ne veux pas être un assisté ! Je veux vivre avec ce que j'ai et que l'on me fiche la paix. Exemple : je ne veux pas de "chèque énergie", je veux que l'on baisse le prix du gazole et de l'énergie !

— Pas de TVA sur la nourriture et la culture.

— Au sujet des zones blanches : Il faut faire une loi qui oblige les compagnies téléphoniques etc... (qui ne veulent que faire du fric) à se penser à la 3G, 4G, 5G ou fibre dans les grandes villes, (ou c'est rentable) que lorsque les villages et petites villes soient connectés et non pas l'inverse actuellement.

Alors on verra des entreprises s'installer à la campagne où le m² est bien moins cher.

Alors on verra nos enfants trouver du travail plus près de chez nous.

Alors on verra des commerçants revenir étoffer le tissu social et commercial.

Alors les "déserts médicaux" et autres diminueront.

Progressivement, il faut redonner le pouvoir au peuple.

Le 4ème pouvoir, c'est le pouvoir du peuple qui doit devenir le plus important. Les 3 autres pouvoirs doivent être au service du peuple et non à celui des politiques ou des nantis.

- Le gel des retraites n'est pas compatible avec l'augmentation du prix de la vie.
- Réduire sérieusement les retraites de certaines personnes qui ont cumulé les mandats politiques ou qui perçoivent des revenus à vie et pour certains en route de retraite car après tout, toutes personnes ont les mêmes besoins pour vivre.
- On entend toujours dire que c'est l'Europe qui commande (même si en réalité, on ne l'a pas voulu) donc je ne sais pas pourquoi l'on a un gouvernement Européen et un gouvernement Français. L'un des deux est parasite de l'autre.
- Quant à l'emploi, on remplace les ouvriers par des robots.
- On paye des taxes et des redevances pour les ouvriers; alors taxez aussi les robots!
- La TVA devrait être supprimée pour un minimum vital (nourriture, logement, chauffage etc.)
- Les gens qui nous gouvernent, se prétendant supérieurs aux autres en disant que nous ne sommes rien, sont certainement plus instruits, mais cette instruction chez eux, ne prend pas la place à l'intelligence.
- Il y aurait bien d'autre à dire, mais en résumé, il faut donner le pouvoir de décision au peuple.

68.01.2019 Mairie de Fécamp des Calvados.

Mesdames et messieurs Les élus, notre pays traverse une crise sociale sans précédent. Une partie des français et françaises se sont réveillés, ils représentent cette France qui souffre et qui travaille et qui était jusqu'à maintenant endormie.

Cela fait 2 mois maintenant que le mouvement des gilets jaunes revendique un certain nombre de doléances à l'état français.

En tant que citoyens français, j'ai rencontré cette France là par les fonds points et barrages routiers.

J'ai entendu leurs revendications et je me fais toute parole car je crois fermement que leur cause est noble.

Le peuple de France vous demande

- plus de justice sociale
- plus de justice Fiscale
- le rétablissement de l'ISF
- le RIC
- augmentation du pouvoir d'achat
- contrôle des dépenses publiques.

Les salaires de nos députés, sénateurs
ministres etc doivent être décent
nos élus doivent être exemplaire
des français et surtout des plus
fragiles.

Je vous conseille d'écouter ces
français là car il ne lâcheront
rien, et nous risquons que
la France soit un pays instable
politiquement et socialement.

Les français veulent gagner leur
vie honnêtement, ils ne veulent
pas mendier, ils veulent même
payer des impôts à condition
d'avoir une vue sur les dépenses
publiques et avec leur concertation.
J'espère que la France restera
forte et qu'elle rendra aux
français leur souveraineté.

Le 10 janvier 2019.

Faïta - des Corbières

- Plus de justice sociale et salariale (hausse nette du SMIC, revalorisation des bas salaires et retraites.)
 - Plus de moyens aux communes rurales avec moins de différences budgétaires entre les villes et les villages d'un même département.
 - Réfléchir à des moyens de transport pour les personnes isolées dans les campagnes.
 - Moins d'impôts et de taxes qui plombent les revenus des citoyens (et pas seulement pour 6 mois)
 - Plus d'écoute et de compréhension de la part de nos dirigeants, des journalistes et d'une certaine élite. Venons nous voir un peu plus !
- En résumé, améliorer la vie de tous et tous en bonne intelligence et sans arrière-pensées.

Le 16 janvier 2019

- Non suppression de la monnaie papier
- R.I.C. → à inscrire à la constitution
- DECENTRALISATION

14 Janvier 2019. Merci d'écouter le peuple sans lequel
~~la France~~ ne peut pas vivre. DÉMOCRATIE
Respectez votre peuple qui vous a élu!
Reminiscence donc importantes:

- ZER0 SDF.
- Retraites Indexées et pas intérieure à 1200€.
- RIC
- Rationalisation des autoroutes.
- Arrêter la privatisation et favoriser le service public: hôpitaux écoles, etc...
- Non suppression de la monnaie papier.
- Augmentation du smic.
- Merci.

15/01/19

- le Ric
- baisse de la TVA sur nouveaux investissements massifs pour l'écologie afin de créer des emplois
- Encadrement des loyers
- évasion fiscale
- justice équitable
- Paiement des salaires
- Aide pour nos SDF

- 21/1/2019 - Augmentation du pouvoir d'achat → Baisse des Taxes.
- Encadrement des loyers par une baisse général.
 - Rétablissement de l'I.S.F.
 - Evasion Fiscale.
 - Contrôle des dépenses publiques.



Département de l'AUDE
Arrondissement de Narbonne
MAIRIE DE JONQUIÈRES
2 rue de la Mairie - 11220 JONQUIÈRES
Tel : 04.68.44.08.79 - Fax : 09.70.62.37.63
Mail : commune.dejonquieres@orange.fr

CAHIER CITOYENS

Avant toutes choses , il faut REPLACER le TRAVAIL au COEUR de NOTRE SOCIETE et de nos préoccupations et reléguer l'argent à une place secondaire ou accessoire .

Une société qui fait survivre ses chômeurs par des allocations , une société qui fait survivre ses agriculteurs , ses éleveurs et ses pêcheurs grâce à des subventions , est une société qui n'est pas stable à long terme .

L'Homme a besoin intellectuellement pour vivre , que son labeur soit justement récompensé . Cette récompense doit correspondre à un travail réel , à une production quantifiable , elle doit être proportionnelle à l'effort fourni.

Pour la Fonction Publique et Territoriale , il faut mettre en place une politique de mérite qui permettra aux agents de l'Etat et des Collectivités d'être plus efficaces , et de pouvoir choisir leur niveau d'implication dans leur travail par une rémunération liée directement à l'investissement engagé par chaque agent.

Exiger des allocataires Pôle Emploi une contrepartie , cad un travail type TUC d'une vingtaine d'heures hebdomadaire en échange de l'allocation chômage , ceci devrait éviter un décrochement pour les allocataires longue durée . Qui n'a pas entendu dans son entourage « j'ai droit au chômage j'en profite » ?

Le delta entre un allocataire et un salarié au SMIC doit être de plus de 50% en faveur du dernier.

A l'école , continuer d'expliquer à nos enfants qu'ils ont des droits mais ne surtout pas oublier de leur apprendre qu'ils ont des devoirs envers la société.

Favoriser l'attractivité du travail en le défiscalisant et en allégeant les charges sociales .

A contrario , augmenter la taxation des plus values provenant des gains financiers obtenus sur les marchés spéculatifs . Ces marchés détruisent les outils de production en délocalisant la fabrication vers les pays à bas coût qui exploitent sans scrupules la classe laborieuse .

Supprimer les stocks options qui dans la majorité des cas récompensent des stratégies managérales de destruction de l'emploi dans nos sociétés développées.

Plafonner les très hauts salaires de nos dirigeants sans être contradictoire avec l'idée de la récompense au mérite . Comment peux on accepter l'idée qu'un dirigeant travaille 1000 fois plus qu'un ouvrier ?

Rétablir l'ISF pour les patrimoines financiers improductifs .

Détaxer les petits propriétaires fonciers qui font vivre pleinement l'économie en donnant régulièrement du travail aux artisans et petites entreprises locales .

L'idée d'un propriétaire de yacht faiblement taxé ne me semble pas choquant à partir du moment où par la construction dans nos chantiers navals et l'entretien de son bateau il fait vivre des familles entières .

Voter un moratoire conséquent sur les réglementations en général qui bien souvent sont provoquées par les lobbying des grands groupes afin de vendre toujours plus dans une société de consommation qui a besoin d'obsolescence à court terme pour gagner plus au détriment des consommateurs impuissant à arrêter ce mouvement (réglementation thermique de l'habitat , contrôle technique des voitures , chaudières polluantes) .

Augmenter la régulation des prêts à la consommation pour les foyers très modestes et leur montrer qu'on peut vivre bien sans être forcément consommateur de produits inutiles .

D'un autre côté , leur donner accès à une banque d'état sans frais mais avec des comptes n'autorisant pas les découverts.

Favoriser les prêts bancaires pour l'accession au logements des plus démunis . Un Homme doit partir à la retraite avec un logement payé et ne pas rester locataire.
Continuer à aider les plus nécessiteux , les accidentés de la vie (logement , nourriture , santé) et faire tout ce que l'on peut pour leur redonner une dignité , un travail .

Pour financer ces mesures il faut aussi que l'Etat arrête de vivre au dessus de ses moyens , la dette est autant colossale qu'insupportable .

Quelle société prête de l'argent à un père de famille endetté pour se désendetter ? Nous sommes arrivés à une absurdité dont nous aurons beaucoup de mal à nous échapper .

Arrêter le fleurissement des giratoires dispendieux et inutiles dans nos petites villes et nos campagnes qui n'ont pour but que de fructifier le capital de nos groupes leader du BTP .

Il faut repenser les philosophies enseignées à l'ENA , changer les enseignants et la direction , ouvrir les ministères à des diplômés provenant d'autres horizons , en favorisant ceux qui ont un vécu conséquent du monde du travail ,

Réduire de façon drastique les salaires injustifiés des hauts fonctionnaires , leur avantages en nature indécents , les logements de fonction immenses dans les appartements haussmanniens .

Remettre en cause l'utilité du Sénat , qui nous coûte TRES cher pour un service qu'on a beaucoup de mal à évaluer . L'âge des sénateurs pose aussi un problème , ne sont ils pas trop sages ?

Se demander à quoi peuvent bien servir ces gardes républicains en uniformes , sabre en main qui trônent aux entrées des bâtiments et salles de débats de l'Elysée , de Matignon , de l'Assemblée Nationale ... quel est leur coût ? Sauront ils défendre nos élus d'une attaque quelconque ou bien sont ils là pour la déco , le prestige , la grandeur de la France ?

Réduire le personnel en costume des assemblées .

Supprimer la mention « à vie » des indemnités du Président de la République

Déréguler les professions libérales dépendants des Ordres , avocats , magistrats , juges , notaires , pharmaciens , huissiers ...ce qui réduira considérablement par exemple les coûts obligatoires pour les actes achat/vente .

Ne surtout pas dériver vers les sociétés anglo saxonnes et américaines qui ne sont gérées que par les avocats avides de gains financiers et sans réel code déontologique .

Redonner plus de pouvoir aux élus locaux en poursuivant plus encore la décentralisation.

Reprendre du pouvoir face au Parlement Européen pour toutes les décisions locales , liées à l'Histoire , aux coutumes , aux usages...

Réduire considérablement le nombre des parlementaires qui siègent à Strasbourg.

Donner de véritables pouvoirs , de sanction par exemple , à la Cour des Comptes pour qui les rapports annuels n'ont pour but que de nous offusquer davantage sur les dysfonctionnements de l'Etat .

Limiter le nombres des mandats électifs (quels qu'ils soient) à 2 ou 3 .

Transférer les aides publiques destinées aux migrants en France à des associations humanitaires capables de les aider à vivre mieux chez eux , refuser toute compromission avec les dirigeants corrompus des pays en voie de développement , même si pour cela des accords commerciaux doivent en pâtir .

Aider l'éducation dans ces pays .

Rétablir la peine de mort pour les auteurs d'attentat en France .

**« Monsieur le président
je vous fais une lettre
que vous lirez peut-être
si vous avez le temps ...
(1954 Boris Vian) »**

Vous n'étiez pas né ! Mais il serait bon que vous cessiez de faire semblant de ne pas comprendre notre REVENDICATION PRINCIPALE, les différences inacceptables de salaires entre les Français.

Même si le problème se pose aussi dans d'autres pays, même si ce n'est pas au gouvernement de décider le montant de tous les salaires en France, vous ne pouvez pas, en 2019, dans un pays libre et moderne comme le nôtre, cautionner une telle injustice.

C'est extrêmement injurieux pour ceux qui travaillent dur et gagnent un minimum en comparaison des hauts salaires et de leurs « avantages ».

Une heure de travail de l'un vaut autant qu'une heure de travail de l'autre, chacun est utile au pays, selon ses capacités et ses aptitudes.

Un peu de bon sens s'il vous plait.

Sans leurs employés qui travaillent jour après jour, les patrons ne seraient pas très productifs ! il faudrait y penser au moment du partage des bénéfices avec les « actionnaires ».

A une époque où tout se sait un jour ou l'autre, il ne vous est plus possible de cacher ce genre d'informations.

C'est une honte et j'ai honte de ne pas avoir réagi plus tôt.

Je remercie ceux que l'on nomme les gilets jaunes d'avoir eu la volonté et le courage de se mettre en danger pour nous tous.

Les autres revendications sont peanuts et se régleront d'elles mêmes.

Ma seconde doléance concerne bien évidemment le climat, les énergies renouvelables et la pollution.

Là, c'est encore plus grave, la survie des humains est en cause, mais tout seul vous ne pouvez rien faire ...

Peut-être avec une Europe forte, responsable et honnête vous pourriez agir tous ensemble, mais là je rêve...

« I have a dream » (1963 Martin Luther King)

Monsieur le Président de la République

Je vous fais part de mes réflexions et de quelques propositions dans le cadre du grand débat national que vous avez initié en réaction aux incertitudes que traverse actuellement la France.

Tout d'abord, il faut saluer les deux premiers actes du mouvement des « Gilets Jaunes » qui ont permis de remettre en lumière la gestion à vue et sans clairvoyance de notre nation depuis plusieurs décennies. La situation des « classes moyennes » qui n'arrivent plus à vivre décemment de leur travail (la France d'en bas, la fracture sociale, les « sans dents »), l'arrêt de l'ascenseur social, la fracture urbain /rural, tout cela est bien connu de tous depuis plusieurs décennies mais n'a jamais préoccupé nos différents gouvernements qui ont piloté sans objectifs précis et tout sacrifié sur l'autel du libéralisme débridé, de la mondialisation et de la finance.

Au même titre nous avons laissé notre pays de désindustrialiser au prétexte que la production n'apportait pas suffisamment de profits, qu'il fallait transférer ces tâches dans les pays du tiers monde et que notre salut résidait dans les services. Tout cela, sans réellement prendre conscience que les nations qui resteraient leaders dans la compétition mondiale étaient celles qui investiraient en recherche et développement dans les nouvelles technologies, moteur des plus values.

Notre société se replie sur elle-même, s'enferme dans ses égoïsmes, ses individualismes, ses classes sociales qui s'ignorent, ne se comprennent plus, s'opposent et cerise sur le gâteau, nous rejetons les valeurs issues de la révolution française qui conditionnent notre vivre ensemble.

Ne cherchons pas les responsables, nous sommes tous individuellement responsables, chacun à notre niveau. Nos élus ont manqué de vision à terme, mais ce sont les français qui les ont élus. Nous avons eu les élus que nous avons choisis et mérités.

Je concluais ce préambule en rappelant quand même, qu'en 2017, la France représente (hors paradis fiscaux) le 20^{ème} PIB mondial en masse et que nous sommes en 7^{ème} position en PIB par habitant.

Notre pessimisme atteint des sommets au classement européen, mais regardons quand même autour de nous et nous retrouverons probablement le chemin de l'optimisme!

Propositions sur les 4 thèmes de réflexion que vous proposez :

1. Impôts. Dépenses et action publique

- La France est en faillite. La première décision à prendre est donc d'arrêter de vivre au dessus de nos moyens et de stopper le recours à l'emprunt.

Deux pistes :

- **Réduire les dépenses:**
 - économies symboliques à valeur d'exemple (malgré que l'économie résultante soit marginale) en baissant le train de vie de nos hauts fonctionnaires, parlementaires, sénateurs en particulier et en faisant du ménage dans les implantations diplomatiques, surabondantes en Europe en particulier et dans toutes les officines publiques ténébreuses telles qu'agences, comités, commissions,...
 - simplifier l'organisation de l'Etat et des collectivités territoriales. Piste d'économies importantes. (cf. Thème 2)

- **Augmenter les recettes :**
 - Réduction du déficit du commerce extérieur (60 milliards d'€ par an) en soutenant l'investissement et la recherche.
 - Augmenter les droits de succession immobilière, au-delà d'un seuil à définir
 - Surtaxer la spéculation immobilière en zones urbaines.
 - Augmenter les impôts et prélèvements. Mais la France est déjà championne d'Europe des taux d'imposition, pression fiscale qui devient insupportable. De plus, les français sont mécontents du fonctionnement et de la disparition des services publics !
 - Lutter contre l'optimisation fiscale abusive (partie de l'évasion fiscale) qui toute légale qu'elle soit, prive l'Etat de ressources considérables (plusieurs dizaines de milliards d'€ par an). Toute entreprise étrangère qui réalise un chiffre d'affaires en France doit payer des impôts au même titre qu'une entreprise française (cf. USA). Pour cela, d'abord, en avoir la volonté, car on ne coupe pas facilement la branche sur laquelle on est assis et ensuite repenser l'arsenal juridique. Cette volonté couperait cours au débat stérile sur l'ISF et redynamiserait l'investissement industriel. Il est bien évident qu'une telle démarche devrait s'inscrire dans un débat européen.
 - Moins de la moitié des français paie l'impôt sur le revenu. Redonner un signe d'appartenance et d'implication dans la nation en rendant l'impôt sur le revenu, même symbolique, obligatoire pour tous. On peut tout à fait rassembler impôt sur le revenu, CSG et RDS.

Actuellement, toutes les nouvelles aides sont concentrées sur la sortie de la précarité et la pauvreté (personnes à faibles revenus, personnes en difficultés, mères isolées,...), ce qui est très bien. Attention au risque de nivellement par le bas. Les classes moyennes un peu plus hautes, retraités en particulier subissent de nouvelles pressions fiscales, ne bénéficient d'aucune aide et continuent à subir un blocage des retraites. Conséquence, perte importante de pouvoir d'achat. Danger.
- **Baisser les impôts : c'est une évidence !**

Mais, contrairement au lieu commun, la France est très redistributive. Baisser les impôts pour baisser la dépense publique devrait s'accompagner d'une baisse des dépenses sociales, de la solidarité et des retraites ce qui serait contraire à notre culture et à nos valeurs. Inimaginable!

 - amener davantage de justice sociale en redéfinissant les conditions d'attribution des aides, non pas pour en réduire la masse, mais mieux la répartir et faire la chasse à la fraude.
 - Tout bénéficiaire d'aide doit apporter une contrepartie en temps au profit de collectivités territoriales ou d'associations.
 - Redonner du pouvoir d'achat en baissant ou supprimant la TVA sur les produits de première nécessité et compenser par une augmentation sur les produits de luxe.
- **Corps intermédiaires :**

Reprendre un dialogue social intelligent constructif et positif en suscitant un engagement syndical puissant des salariés et professionnels (cf. Allemagne) et sortir de cette confrontation permanente et stérile type CGT/Patronat. Parvenir à une syndicalisation de 60 à 80% des effectifs.
- Je conclus ce thème en demandant au gouvernement de dire la vérité aux français en publiant annuellement un décompte très détaillé de l'utilisation des impôts et de prouver que les prélèvements spécifiques sont bien employés à la cause pour

laquelle ils ont été créés et ne servent pas simplement à équilibrer le budget de l'Etat.

Organisation de l'Etat et des collectivités publiques

- Réduire le millefeuille administratif et redéfinir des compétences cohérentes pour chaque strate.
 - arrêtons d'empiler de nouvelles lois sur des lois déjà votées mais dont les décrets d'application ne sont pas publiés. Appliquons déjà les lois existantes. De même pour les normes. Où est le choc de simplification ?
 - imposons à l'Administration à tous ses niveaux d'arrêter de s'autoalimenter dans la production de nouvelles règles, circulaires, déclarations, conditions d'applications,...
 - supprimer les grandes régions qui ne correspondent à aucune réalité économique, historique ou culturelle pour le citoyen et revenir aux anciennes régions à taille humaine. Que représente Toulouse, préfecture de l'Occitanie pour un Nîmois!
 - Maintenir les Départements et supprimer les Communautés de communes. Ces communautés accélèrent l'urbanisation et la désertification rurale, alors qu'elles devraient soutenir financièrement ces petites communes.
 - rapprocher les citoyens des communes en y réinstallant l'établissement des actes administratifs simples qui font partie du quotidien (cartes d'identité, cartes grises, passeports,...) et formalités diverses qui ne peuvent pas s'exécuter en ligne. Accélérer le regroupement Mairie, Poste et Multiservices. Ces points permettent d'éviter des déplacements voiture de l'ordre de 20 à 60 km.
 - Supprimer les services décentralisés où le citoyen ne va jamais, comme par exemple le Trésor Public en zone rurale.
- Ecole
 - Dégraisser le mammoth, remettre les formations en adéquation avec l'emploi, arrêter de former des bacheliers smicards.
 - La France compte le taux le plus faible d'Europe de salariés diplômés dans la tranche d'âge 25/55 ans et le plus fort taux de chômage en particulier dans les emplois sans qualifications pour lesquels nous avons recours à de la main d'œuvre immigrée!
 - Il est scandaleux que la France présente un taux d'alphabétisation, un niveau de connaissance et de culture aussi faibles. L'ignorance amène fatalement aux extrêmes.
 - remettre en place la mixité sociale et la démocratisation dans tout le système éducatif
 - Développer encore plus le partenariat privé/enseignement supérieur.
- Santé
 - nous venons enfin de supprimer le numérus clausus. Cela contribuera peut être à réduire modestement les déserts médicaux.
 - restons vigilants sur la surconsommation médicale et rappelons aux professionnels de santé et aux patients que chaque prescription médicamenteuse ou d'acte est un chèque tiré sur un compte qui ne leur appartient pas.
 - restons attentifs aux pressions des lobbies de la santé
 - développer les maisons de santé et augmenter les ex dispensaires pour désengorger les urgences.

- **Logement**
- redonner de la justice sociale en développant considérablement la construction de logements sociaux, en particulier en zone urbaine, sur des terrains publics libres ou inutilisés tels les terrains militaires.
- **Cour des Comptes**
Les cours des comptes régionales et nationale publient chaque année un état des disfonctionnements constatés dans la gestion des services publics et des collectivités territoriales.
Les entités prises en défaut devraient avoir obligation de publier à terme défini, les explications à ces dérives, les mesures correctives mises en place et les sanctions prononcées.
- **Justice**
Problème endémique de la France. Aucun gouvernement n'a jamais voulu réellement réformer cette administration régaliennne.
Ce problème devra être traité mais en fin de quinquennat.

3. Transition écologique

- arrêtons l'écologie punitive et cessons de toujours vouloir donner des leçons au monde et être le premier de la classe. Par exemple, la pression culpabilisatrice et financière exercée sur notre monde rural avec ses voitures diesel et âgées est scandaleuse. Quand on habite le Marais on n'a pas bien sûr pas besoin de voiture, les taxis suffisent !
- aidons la recherche dans le développement des nouvelles technologies. Restons dans le peloton de tête de ce domaine, mais ne massacrons pas les français. Finançons la transition écologique, mais dans la justice sociale.
- disons la vérité aux français : nous ne pouvons pas nous désengager du nucléaire à la hauteur escomptée et dans les délais annoncés et toujours reportés. Redonnons de la crédibilité à la parole publique.
- ayons une réelle volonté de développer les énergies renouvelables et ôtons le pouvoir à tous ces représentants départementaux des ministères, essentiellement des néoruraux écologistes intégristes qui bloquent tous les projets par principes personnels et régressistes.

4. Démocratie et citoyenneté et laïcité

- supprimer le Sénat ou le réduire à un sénateur par département, en veillant à respecter la diversité économique et sociale de la France, afin de maintenir un contrepouvoir face à une assemblée nationale issue de la majorité présidentielle en raison du calendrier électoral.
- retour au septennat pour sortir de ce climat électoral permanent et sclérosant et permettre la réalisation d'un programme de réformes.
- priorité à la démocratie représentative
- prise en compte des votes blancs avec clause de modération pour se prémunir des votes majoritairement blancs
- vote obligatoire avec amende en cas de non respect
- dose de proportionnelle à débattre pour chaque élection d'assemblée
- le référendum national doit être réservé à des sujets exceptionnels qui engagent l'avenir du pays. De fait, lors d'un référendum on ne vote pas pour ou contre le sujet proposé mais contre l'homme politique qui le présente.

- par contre le citoyen doit pouvoir s'exprimer dans des référendums régionaux d'initiative locale
- faire revenir les jeunes dans la vie politique par l'éducation, le civisme, le service civil,...
- développer le service civil associatif ou autre
- laïcité : application stricte de la loi de 1905. L'arsenal juridique existe. Mettons le simplement en œuvre et dans son intégralité. Condamnons sévèrement les dérives racistes, religieuses, antisémites et homophobes.

5. Europe

Ce thème n'est pas proposé, mais participer à un grand débat sans aborder le thème majeur de l'Europe serait une hérésie.

L'Europe s'est formée sur un marché commercial commun mais se fracasse sur un manque réel de gouvernance et la renonciation aux objectifs fondateurs, emportée par la finance et la technocratie. Le président actuel de la commission européenne est le Luxembourgeois Jean Claude Juncker, symbole de la fraude fiscale !

- l'Europe se trouve à une période charnière, coincée entre le Brexit et l'élection de gouvernements anti européens, sans ambition sociale, ni solidaire, et sans objectifs de développement.
- Face au Brexit et à la défaillance politique de l'Allemagne, la France se retrouve de fait le leader européen et doit assumer ses nouvelles responsabilités.
- La solution pour éviter une explosion de l'Europe des 28 passe par un retour démocratique et budgétaire de l'Europe au travers d'un Traité et d'un Budget votés par une assemblée européenne souveraine telle que proposée par le « Manifeste pour la démocratisation de l'Europe » signé par Thomas Piketty et de nombreux intellectuels européens.
- Il est bien évident que les décisions seraient adoptées à la majorité qualifiée et non plus à l'unanimité.

Respectueusement,

Propositions de réforme de la loi française

le 14 février 2019

- 1) l'angle devra être porté à 400° (le grade)**
- 2) le calendrier Grégorien sera remplacé par le calendrier
Républicain de 1789**
- 3) l'heure adoptera le système décimal
le jour sera composé de 20 heures
l'heure sera composée de 100 minutes
la minute sera composée de 10 secondes**
- 4) la loi électorale sera modifiée ; les candidatures volontaires seront
supprimées. En remplacement , les électeurs devront
DESIGNER, eux-mêmes, le candidat de leur choix sur la liste
des électeurs.
(voir le projet détaillé ci-joint)**

Projet de nouvelle loi électorale

principes fondamentaux

Aucun élu ne se présente à aucune élection, quelque soit son niveau (municipal, regional, national).....il est DESIGNÉ sur la liste des habitants !

Le vote est obligatoire sous peine de sanctions (impôt supplémentaire)
l'élu n'a pas le droit de refuser le mandat que les électeurs lui ont confié (sous peine de déchéance)

on ne peut être élu avant l'âge de 60 ans et au delà de 70 ans.

on ne peut exercer qu'un seul mandat.

on ne peut être élu et exercer une autre profession.

on doit être nécessairement retraité et avoir eu une profession reconnue
comme actuellement, ce sont les députés qui décident de la durée des divers mandats.

STRUCTURE GENERALE DE L'ORGANISATION DU POUVOIR

le 1er élu est le conseiller municipal (structure actuelle)

il doit représenter 10 électeurs

il élit le MAIRE de sa commune qui doit comporter au moins 100 électeurs

le MAIRE élit son conseiller départemental, désigné parmi les autres Maires de son département

le CONSEILLER DEPARTEMENTAL désigne le conseiller régional

le CONSEILLER REGIONAL désigne le DEPUTE parmi les conseillers régionaux,
le député désigne le CHEF DU GOUVERNEMENT

LE CHEF DU GOUVERNEMENT choisit ses MINISTRES parmi les DEPUTES,
selon la structure votée par les députés (nombre, fonctions)

NB: la fonction de PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE est supprimée

NB: la désignation des «candidats» parmi les différentes assemblées oblige un vote
pour remplacer celui qui change de poste.

justification

les gilets jaunes et les nombreux révolutionnaires qui les ont précédés m'ont appris qu'ils n'étaient pas d'un niveau intellectuel suffisant pour gérer et de diriger les affaires publiques, quelque soit la fonction.

De Gaulle a réalisé une constitution qui satisfaisait son orgueil et son aversion pour les partis de l'opposition et plus encore pour la contradiction.

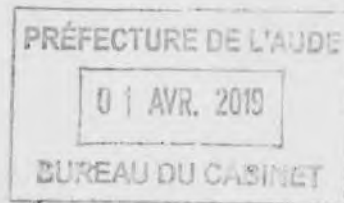
je considère, donc, que NOUS sommes à peine capables (intellectuellement). d'élire un conseiller municipal, donc, encore moins un PRESIDENT : pour moi, cette démarche ressemble à un plébiscite en vue d'obtenir le pouvoir personnel qui mène à la dictature (voir Napo 3).

les retraités ont le privilège de n'avoir plus rien à prouver, de ne pas avoir envie d'orienter la politique en fonction de leur propres affaires et ne prendre la place d'aucun actif !

la DESIGNATION me semble de nature à éliminer les «cariéristes de la politique» dont le seul but est de détourner les lois à leur profit .

un être humain de 60 ans a, forcément, plus d'expérience que ses cadets et fera gagner du temps à la société en évitant les pièges les plus grossiers.

la consultation directe des électeurs (référendum) ne sera utilisée qu'exceptionnellement, avec une question simple et réponse par OUI ou NON sur demande des députés.



CAHIER DE DOLÉANCES ET DE PROPOSITIONS

(ce document sera
transmis aux préfets et parlementaires)

Commune de LAROGUE de Fa (Aude)

- Abolition de la Taxe Foncière et de la Taxe d'Habitation qui seront remplacées par une Taxe de Collectivité payée par les occupants des maisons (donc propriétaire ou locataire) modulée en fonction des services publics disponibles sur la commune.
- Consultation Populaire sur les réformes économiques, sociales et constitutionnelles.
- Obligation d'implantation de parcs éoliens ou photovoltaïques dans les régions ventueuses et très ensoleillées du pays.

-
- Droit (actif et passif) de vote pour tous les habitants:
 - Pour le RIC
 - Développement d'une agriculture saine à taille humaine.
 - Décentralise la production d'électricité.
 - Régis par les communes

-
- Pour le RIC
 - Augmentation des salaires et de la retraite
 - Suppression des avantages des élus de la République (retraite à vie)
 - suppression des inégalités entre Riches et Pauvres
 - Remunération des Travaux et suppression des asphaltes
 - Décentralisation des administrations et services publics
-

- Justice Sociale

- Allocation des 1^{er} enfant.
 - Réaxe le revenu fiscale de référence
 - que les jours de carence soit pour tout le monde pareille
 - que la reversion soit sans limite d'âge pour tout le monde
 - que le RSA soit déclaré comme un revenu
 - Supprimer les indemnités des élus en fin de mandat
 - Supprimer les 1200 euros d'aide aux députés pour se loger.
(Chambre à l'Assemblée Nationale)
-

RETABLIR L'ISE supprimé par MACRON le petit
monarque méprisant, orgueilleux et arrogant.
Les riches qu'il a favorisé investissent à l'étranger
dans ses paradis fiscaux. Le pavement sur ses
yachts portant pavillon du Panama. Ils croulent
sous les millions et le peuple crée de faux
8 milliardaires possèdent autant que 70% de la
population. On est l'ÉGALITÉ Devise Française.
On est l'Égalité de salaire Homme/Femme.
Pourquoi LES RETRAITES ne suivent-elles pas
l'inflation.

Pourquoi les politiciens gagnent-ils autant même
absents des bancs de l'Assemblée ainsi qu'après
leur mandat. Idem pour les hauts grades militaires.
Nous sommes en DEMOCRATIE (du grec DEMOS/CRATOS)
le pouvoir appartient au peuple et pas à une
poignée d'individus qui se comportent en
dictateurs sous prétexte qu'ils ont été élus.

AUCUNE CONCERTATION - La Liberté est bafouée -
La France est une République (Sulatin RES/PUBLICA)
• la CHOSE PUBLIQUE qui appartient à TOUS
LE PEUPLE DOIT ÊTRE CONSULTÉ -

CONTRÔLER et mettre un frein à l'énorme
pouvoir des Banques qui dirigent le pays -
TRANSPARENCE de la vie politique

STOP aux affaires et magouilles (Type BONALKA)
STOP aux privilèges style Brigitte Macron et autres.

UN REVENU UNIVERSEL MINIMUM POUR TOUS
AVANT SALAIRES ET ALLOCATIONS ET RETRAITES
INDÉPENDamment DE LA SITUATION FAMILIALE
UNE ÉCHELLE DE SALAIRE/REVENU NE
DÉPASSANT PAS de 1 A 20 MAXIMUM.

Il est scandaleux que des patrons
d'industrie gagnent plusieurs millions
par an alors qu'un ouvrier au bas de
l'échelle est payé au SMIC.

En France des êtres humains meurent
de froid alors que des privilégiés abritent
leur Ferrari et limousine Mercedes dans des
garages chauffés. Trop de bâtiments vides
REDISTRIBUER l'argent de la fraude fiscale -
LE PARTAGE fait partie de la FRATERNITÉ
LE "GRAND DÉBAT" est un leurre destiné à
permettre à MACRON^{DE} faire s'éterniser la situation
et de rester en place. Il sélectionne tout :
les assistants, les lieux, les dates, les sujets
d'une "Discussion" dont il garde le contrôle.

LIBERTÉ des VACCINATIONS et d'HOMÉOPATHIE

MACRON et le ministre BUZYN font le jeu
des trusts pharmaceutiques.

LE REFERENDUM APPARTIENT AU PEUPLE

Joël Anne!

Mme
Mme

M 200 - Luc sur orbieu

- 1/ Favoriser les petits commerces dans les milieux ruraux
Cesser les constructions à l'entrave des zones commerciales.
- 2/ Suppression d'en deux parlement Européens.
- 3/ Fin des RSI nouveau SS1 et même système de Sécurité Sociale
pour tous (Artisans, Commerçants)
- 4/ Mettre en place un Contrôle Strict sur les personnes
bénéficiant du RSI.
- 5/ Réhausser le minimum de mon. imposition et Réviser
le Système de Tranches.
- 6/ Limitation des Frais Bancaires.
- 7/ Suppression de l'indemnité de conseil au Trésorier
(TRÉSOR PUBLIC)
- 8/ Extension du Nouveau CICE aux entreprises
individuelles sous salaires)

LETTRE PERSONNELLE

Paris, le 26.1.2019

Monsieur Luc SUR ORBIEN

31 JAN. 2019

Monsieur le Maire
Mairie de Luc
11 200

Monsieur le Maire,

Comme vous le savez, j'ai une petite
maison à Luc.

Je suis comme dans le village de toute
la population de ma génération car je suis allée
à l'école de Luc.

Je crois donc que je suis autorisée à
apporter ma contribution au "Grand Débat"
puisque j'habite à Paris où je ne rencontre
aucune difficulté en matière de transports et services
publics.

Je n'engage à ne pas participer à ce "Grand
Débat" à Paris de manière à ne pas m'exprimer
I fear

En espérant que vous jugerez ma démarche opportune
je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de
mes sincères salutations

Les transports

La gare pour les personnes (souvent âgées) non motorisées.

- Le service de bus 1 mercredi sur 2 vers sur 3 pour aller faire ses provisions (en quantité car il faut tenir) à la banque, chez le dentiste, prendre un billet de train à la gare. Ensuite à travers le chef-lieu de canton en 3 heures avec des horaires des ôts service non synchronisés.

- Le TGV arrive à Marboigne à l'heure mais il reste 20 km pour arriver à LEZIGNAN et là c'est la galère : ou le TGV est en retard ou supprimé sans qu'on sache pourquoi. Même chose pour repartir 1 fois sur deux on rate le TGV.

La poste

Ce n'est plus le facteur qui pérorait la boue : on ne lui donne toute suite. Les vacanciers non connus du service en question se voient privés de leur courrier puisque l'on ne lui pas rembourser.

Ce que je trouve scandaleux, c'est que le facteur était bénévolement un élu social. Il était souvent attendu par les personnes âgées. Maintenant on se figne de la publicité à la télévision -- Venir sur mes créants 89 euros par mois. Quelle honte !

La santé

Une chute dans la rue et les pompiers amènent la

personne à NARBONNE 20 km pas d'urgence et LEZIGNAN

Une fois examinée on traite le patient dans le même gîte
que l'on sait très bien qu'il n'a pas de transports en
commun pour rentrer chez lui et pas d'argent jusqu'à ce qu'il n'a
plus plus aller à la banque pour une température globale
de 38°

J'arrête là et je propose des solutions

Les écopages

- La population des grandes villes est composée majoritairement
de personnes qui ont quitté leur village pour le
travail. Ce ne date pas d'aujourd'hui car de la cas
de mes parents

Ce moment de leur retraite ces personnes devraient revenir
à leurs racines

Pourquoi ne pas leur proposer (en allouant les effectifs
de grandes agglomérations) et à leur demande de se
rapprocher de leur lieu d'origine pour y finir leur
carrière.

- A présent on retraite sévèrement pas au minimum
vieillesse que continuant d'occuper des postes flaccides.
La majorité des retraités font du bénévolat. Ne pourraient-ils
pas aussi faire du bénévolat pour aider le France à
s'en sortir? et recevoir soit à leur pension (soit au
au pluriel) soit au salaire qu'ils cumulent?

- Le CSE encore une plaque pour les baltas
recasés comme tous les commandos bien retribué qui
ne servent à rien si ce n'est à servir de bête de
consolation qui une fois baltas on croit revenir à
la vie civile?

CAHIER DE DOLEANCES

REJUDICATIONS

8000

MONTSERET - M 200.



32 PAGES - 90 g

Calligraphe

Cahier de doléances Montseret

- 1) tendre vers une justice fiscale
- 2) ne pas laisser les lobbys gouverner et décider à la place des politiques
- 3) permettre à chacun de vivre dignement de son travail
- 4) ne pas laisser les campagnes se vider et les agriculteurs ou viticulteurs simplement survivre
- 5) réformer l'Etat et les collectivités territoriales pour en limiter les dépenses et en augmenter l'efficacité.

#

A

CARSAT
29, cours Gambetta – CS 49001
34068 Montpellier Cedex 2

Objet : Réversion de Pension de mon époux décédé.
N° SS [REDACTED]

Le [REDACTED] 2018 mon époux, Monsieur [REDACTED] – retraité- est décédé.

Il percevait tous les mois une pension versée par la CARSAT d'un montant de 789,62 Euros.
Je pensais bénéficier comme toutes les veuves d'au moins 50% environ de ce montant.

Or, il se trouve que si mon époux a travaillé au moins pendant 45 ans, dans le privé, de mon côté j'ai travaillé au service de l'Etat pendant 40 ans ; je perçois donc une retraite.

J'ai parait-il trop de retraite, ce qui m'a été dit à la CARSAT de Narbonne le 22 /11/2018 à 10 h. En conséquence, la réversion de mon époux m'est confisquée.

Quelle injustice ! Les cotisations qui nous ont été prélevées par la Sécurité Sociale pendant 60 ans étaient bien soustraites de notre budget commun.

Au moment où le pouvoir d'achat est remis en question peut-être pouvons nous espérer que soit aussi débattu le problème des veuves qui ont une retraite parce qu'elles ont travaillé, mais de ce fait perdent la réversion de leur époux, alors que les frais sont pratiquement identiques à ceux qu'ils étaient lorsqu'ils vivaient à deux sous le même toit : eau, gaz, électricité, téléphone, chauffage, carburant, ménage, entretien de la maison et du jardin ...

Merci de bien vouloir vous pencher sur ces cas, et d'y apporter des solutions de justice, car si le législateur a prévu un plafond de revenu de retraite pour la femme qui a travaillé, il aurait pu penser aussi à prévoir un plancher de réversion de l'époux décédé au profit de l'épouse veuve, mais surtout pas comme actuellement : « Madame vous avez travaillé, vous avez une retraite personnelle votre époux est décédé, eh bien, vous n'avez droit à RIEN ! Pour VOUS madame votre époux a cotisé, mais VOUS, vous êtes rayée de nos listes des bénéficiaires de la CARSAT » .

A QUI profitent les cotisation prélevées sur les salaires de mon époux pendant 45 ans ? Je me serais contentée d'une petite part.

Avec mes meilleurs sentiments de courtoisie.

[REDACTED]



MAIRIE
de
THEZAN DES CORBIERES
4, place de la Mairie
11200

Reçu le

18 JAN. 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

Thézan des Corbières, le 15 janvier 2019

Le Maire de THEZAN DES CORBIERES
à

Madame Danièle HERIN
Députée de l'Aude
Permanence Parlementaire
2 Rue Barbès
11000 CARCASSONNE

Objet :

Copie cahier de doléances
Mairie de THEZAN DES CORBIERES

Madame la Députée,

Je vous adresse ci-joint copie des pages du cahier de doléances mis en place dans les locaux de la Mairie de THEZAN à la fin du mois de décembre.

Je vous en souhaite bonne réception, je vous prie de croire, Madame la Députée, à l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Le Maire,



P. DAPOT.

Le mouvement des gilets jaunes a mis en lumière les problèmes rencontrés par de nombreux français. Ainsi je demande un peu plus de justice sociale, à savoir

- 1) Augmentation des salaires
- 2) Suppression de la CSG
- 3) Mise à contribution des élites par l'annulation des privilèges (ils sont nombreux)
- 4) Baisse du prix des carburants
- 5) " des impôts (revenu, taxe foncière, Taxe d'habitation).
- 6) Respect des citoyens par l'arrêt des mensonges et du manque de considération

Les gilets jaunes ont permis cette consultation citoyenne, qui je l'espère, aboutira à un résultat concret.

- Rétablissement de l'ISF par une meilleure répartition de l'argent.
 - Suppression de la CSG pour les retraités qui ont travaillé et cotisé toute leur vie.
 - Inadmissible que certains n'arrivent même pas à se nourrir.
 - Avoir une école élitiste où chaque enfant issu de n'importe quel milieu peut avoir sa chance.
 - Aider les enfants en difficultés en augmentant et rémunérant correctement le personnel qui s'occupe.
 - Supprimer les avantages de nos politiques et de ceux qui gravitent autour d'eux.
 - Faire une justice équitable pour les politiques et le peuple.
 - Que des mesures concrètes soient prises afin que les travailleurs les plus fréquents soient aidés et surtout respectés par une classe politique qui ignore totalement leurs difficultés.
 - Respecter les traditions de notre pays, la France, avec les crèches notamment.
- Mais surtout ne pas moriger les gens les uns contre les autres.
- Liberté - Égalité - Fraternité. Ne pas oublier notre devise.

Reçu le

18 JAN 2019

Merci au mouvement des BILÉTS JAUNES
qui a permis cette consultation citoyenne
qui peut-elle aboutira espérons le !!!

- Référendum 1. Citoyen

- Retour 15.5% pour mieux répartir
l'argent - - - - -

- Supprimer la CSG sur les
retraites modestes. Nous en avons
assez de compter pour finir les fins de
mois - - - - -

- Baisser le prix des carburants
et mazout (qu'on puisse se chauffer
décentement) - - - - -

Arrêtons d'avancer et de reculer.
pensons aux gens qui ont de faibles
revenus et salaires.

- Augmenter les Salaires.
En espérant que vous preniez en
considération les doléances des
citoyens.

Engagement

Reçu le

18 JAN 2019

Ghandy disait :

- Crâne en quelque chose,
- Ne pas se faire
- C'est malhonnête.
rien n'a été fait depuis des décennies. Sous la
cendre de la répression, le feu couvait. Offra au
g. P. b. jeunes d'attirer vers eux la conscience du peuple.
aujourd'hui et comme depuis des siècles, les Français
sont capables de se prendre en charge et de ce fait,
nous voulons :

- comme dans d'autres pays le référendum
et initiatives citoyennes
 - la généralisation des pensions de retraite avec
la suppression de la CSG
 - l'indexation des pensions sur l'augmentation du
coût de la vie
 - arrêter les augmentations de taxes et en
particulier sur les carburants.
 - rétablir l'ISF
- Nous n'empêcherons pas les riches d'être riches, mais
faisons que les pauvres soient moins paupérisés.

Reçu le

18 JAN 2019

Que l'on cesse de presser aux pauvres pour donner
aux riches

que tous les citoyens soient représentés
par le vote à la proportionnelle.

Arrêtez de taper sur les retraités qui ont travaillé toute leur
vie pour la France et surtout pour l'état, en faisant des semaines
de plus de 70h. De payer des CSG sur CSG + les RDS. Nous avons
travaillé et cotisé pour les retraites de nos aînés et aujourd'hui on
nous fonctionne encore pour les travailleurs et nous qui cotise pour
nous ? On paie également nos taxes sur nos salaires et on rejette sur les
sommes que l'on verse pour toutes les assurances obligatoires. En résumé
c'est impôt, sur impôts, sur impôts ... Merci l'état. Pour le carburant
quand il monte à la pompe il monte tout de suite quand le baril
redescend comme aujourd'hui (de 78 \$ à 47 \$ = 42 € 120 l) bizarrement il ne
redescend pas à la pompe. Pourquoi ? Mais vous avez toujours de bonnes

Le mouvement de gilet jaune démontre la créativité et la détermination
d'un peuple français. Il a une influence mondiale, c'est un point
de changement dans la politique française. Je suis très impressionnée.

Ces écrits sont-ils seulement lus ? et par qui ?
Comment seront-ils interprétés par les analystes ?
Tenez-vous compte des demandes formulées par
les personnes solidaires du mouvement des gilets
jaunes ?

Les gouvernements successifs n'ont pas entendu les
demandes émises ces dernières années par les pèlerins
retraités, agriculteurs, viticulteurs la liste est longue
rien n'a été fait pour éviter cette crise qui est
avant tout une demande de préservation du
pouvoir d'achat.

Retraitee 42 ans de vie professionnelle à temps
plein, ayant payé jusqu'à ce jour impôts locaux
taxe habitation, impôts sur les revenus, T.V.A.
et taxes sur tous les produits consommés
Je suis entièrement solidaire de ce mouvement
Soyez à l'écoute des demandes, peut-on
vivre aujourd'hui avec moins de €1400 net ?

Donnez un pouvoir d'achat à ceux qui
travaillent ou qui ont travaillé et payé
tous les impôts et taxes en FRANCE -

Bien sûr il est normal d'aider les personnes
handicapées qui elles ne peuvent pas travailler.

Reçu le

18 JAN. 2019

Il faut donner à ces Français un véritable
pouvoir d'achat pas par des aides mais
par du travail pour ceux qui peuvent.

Quelles sont les entreprises qui vont verser une
aide à certains salariés. Si l'on fait une analyse
ces entreprises sont celles qui vont présenter
cette aide en augmentant les cotisations assurances
téléphone etc... les plus touchés seront encore
une fois les plus vulnérables -

D'autres sujets sont à voir, l'Europe et
le travail en France et par les Français

En tant que rehaîtée touchant moins de 1000€, il me semble pas normal de devoir payer des taxes sur les rehaîtes. Même si cela est un moyen d'aider les plus pauvres. Néanmoins nous payons déjà TVA sur tous les articles achetés. Pourquoi ne pas remmener taxe à 5% pour tous les produits alimentaires? Je suis pour l'indexation des rehaîtes au niveau de l'inflation. Les rehaîtes ont travaillé dur et nous nous appauvrissons de plus en plus. Cette solidarité devient une injustice. Chaque être humain a droit à un toit, se nourrir convenablement pour pouvoir vivre décemment.

Les actifs qui ne peuvent se loger c'est une aberration. Les hauts fonctionnaires devraient revoir à la baisse leur revenu.

Il est difficile de faire vivre petit commerce si le pouvoir d'achat est amputé constamment par toutes les taxes à payer.

Reçu

18 JAN 20

Poursuivre la réflexion : et dans les autres cahiers ?

Voici un condensé des doléances et souhaits qui reviennent le plus souvent dans la plupart des cahiers.

a. Démocratie et liberté : repenser nos institutions

Quelques critiques ou demandes reviennent fréquemment :

- Garantir la liberté de manifester ;
- Réduire le train de vie de l'Etat et mettre fin aux privilèges des élus et des anciens élus ;
- Pour renforcer la démocratie participative et pour un pouvoir plus proche des citoyens :
 - Inscrire dans la constitution la possibilité d'organiser des référendums d'initiative citoyenne (RIC),
 - Revoir le mille-feuille administratif, par exemple en supprimant les départements,
 - Mutualiser les moyens des communes en regroupant les plus petites ou en les intégrant à des intercommunalités choisies et non subies,
 - Renforcer le rôle des maires et les protéger mieux,
 - Sans que le mot de décentralisation soit explicitement nommé on souhaite des consultations citoyennes et des votations locales ou régionales.
- Les élus (députés et sénateurs principalement) seraient trop nombreux et coûteraient trop cher ;
- Diminuer l'influence des lobbys et des cabinets d'experts ;
- Mettre fin au cumul des mandats et fixer une limite au nombre de mandats successifs ;
- Sur le vote :
 - Introduire le scrutin proportionnel,
 - Revoir le calendrier électoral avec des législatives déconnectées des présidentielles,
 - Prendre en compte le vote blanc.

b. L'économie : avant tout la justice fiscale et le pouvoir d'achat

Voilà ce que réclament d'abord et avant tout les contributeurs aux cahiers de doléances (ce qui révèle aussi leur positionnement social) :

- L'augmentation du pouvoir d'achat :
 - Par l'augmentation des petites retraites,
 - Par l'augmentation du SMIC et des salaires les plus faibles,
 - Ces mesures pourraient être financées par une réduction des écarts de revenus et une diminution des rémunérations les plus élevées,
 - La diminution amplifiée de la TVA sur tous les produits de première nécessité,
 - La diminution, voire la suppression de la CSG sur les retraites et pensions,
 - Une meilleure rémunération pour les productions de nos agriculteurs et viticulteurs.

- D'innombrables propositions, quelquefois contradictoires pour plus de justice et d'équité fiscale ; Certaines propositions sont mentionnées dans presque tous les cahiers :
 - Le rétablissement de l'ISF,
 - Une TVA accrue sur les produits de luxe,
 - La taxation des très grandes entreprises et, simultanément la réduction des charges pour les artisans et PME,
 - Lutter avec plus d'efficacité contre la fraude et l'évasion fiscale.
- Pour l'emploi :
 - Des lois pour interdire les délocalisations et préserver les emplois,
 - Rapprocher emplois et logements soit en rapprochant les zones d'activité des bassins de vie, soit en construisant des logements dans les zones d'activité péri-urbaines,
 - Un vrai respect des travailleurs et du travail par le refus de la précarisation et d'une « marchandisation » excessive du travail.
- A l'échelle locale on préconise des aides pour le maintien des commerces de proximité, le développement des circuits courts pour l'alimentaire, le passage accéléré à l'agriculture biologique et des aides à l'installation pour les jeunes agriculteurs.

Certains posent aussi des questions relatives à l'utilité de l'Union européenne ou encore sur le contrôle des dépenses publiques, mais sans forcément faire des propositions concrètes.

c. Pour une société plus fraternelle et plus humaine

En ce domaine, des souhaits ou revendications reviennent souvent.

- Cela passe par plus d'écoute, de démocratie donc aussi en recréant des lieux de vie sociale. Cela passe aussi par le maintien des services publics (humains et non virtuels) notamment dans les zones rurales les plus éloignées (Corbières, Haute-Vallée par exemple) que ce soit par des maisons de services publics ou par la possibilité de services itinérants pour desservir tous les territoires ;
- Ceux qui se nomment eux-mêmes comme « France d'en bas » se sentent stigmatisés et/ou marginalisés. Ils revendiquent d'abord du respect, de la considération ;
- L'idée de contreparties aux aides sociales (RSA...) est évoquée notamment dans le cadre des travaux d'intérêt collectif au sein des communes ;
- L'aide au maintien voire à la création de petits commerces locaux, outils multifonctionnels du lien social et de l'aménagement du territoire ;
- Dans le domaine de la santé :
 - La lutte contre la désertification médicale est une revendication forte pour faciliter l'accès aux soins (y compris psychiatriques) et aux médicaments, ce qui pose aussi la question des déplacements,
 - L'amélioration des conditions de vie en EHPAD, notamment par un meilleur encadrement,
 - L'aide au maintien à domicile avec plus de considération, de meilleures rémunérations pour tous les services d'aide à la personne.

- Sur les mobilités, préoccupation transversale liée à l'économie, au cadre de vie et à la préservation de l'environnement :
 - Développer le réseau de pistes cyclables dans et autour des principales villes du département,
 - Améliorer les routes et rétablir le 90 Km/h,
 - Davantage de bornes de recharges pour les voitures électriques,
 - Mise en place de navettes ou de taxis collectifs dans les zones rurales les plus délaissées,
 - Développer les transports en commun dans les zones urbaines mais aussi dans les campagnes,
 - Développer le ferroutage pour réduire le nombre de camions sur nos autoroutes.
- Dans le domaine de la formation :
 - Plus de mixité sociale à l'école et des mesures pour favoriser l'égalité des chances,
 - En l'absence d'une vraie ville universitaire dans notre département et en raison des conditions sociales et géographiques particulières de notre département il est souhaité des aides spécifiques pour les jeunes qui souhaitent poursuivre leurs études universitaires.

d. Une forte sensibilité aux questions environnementales

Des préoccupations reviennent souvent.

- D'abord la nécessité d'intensifier et accélérer la lutte contre le dérèglement climatique :
 - En appliquant les lois déjà adoptées (Grenelle de l'environnement ...),
 - En tenant compte des recommandations du G.I.E.C. et en appliquant les recommandations adoptées lors des COP successives.
- Puis la préservation du vivant :
 - Par davantage de lois,
 - Par la limitation, voire l'interdiction du recours aux pesticides et autres herbicides,
 - Réduire les déchets,
 - Reboiser.
- Sur l'énergie :
 - Taxer les pollueurs,
 - Imposer aux transports aériens et maritimes les mêmes taxes sur les carburants que celles que l'on impose aux automobilistes, ce qui permettrait de financer la transition écologique et énergétique des catégories sociales les moins favorisées,
 - Réfléchir à l'impact des éoliennes.